

Urgent

Amérique Latine

mensuel d'actualités générales N° 7 20 mai / 20 déc 1978 Prix : 6 F - Suisse : 3 F

409 9800

no 7 1978



Branle-bas

de

combat

sur le

Beagle?



entrevue
avec le professeur
Schwarzenberg

Le réveil
indien

COMITÉ DE RÉFUGIÉS POLITIQUES LATINO-AMÉRICAINS

Créé en 1975 par des réfugiés préoccupés de posséder un instrument capable d'accueillir les nouveaux arrivés, le CLA organisa une série de systèmes d'assistances diverses pour venir en aide aux groupes qui arrivaient chaque semaine des prisons d'Argentine et du Chili.

Le CLA comprend des équipes d'accueil à l'aéroport, d'assistances juridique, administrative et médicale. Il a tissé de nombreux liens avec les organismes d'accueil français.

Lors de sa dernière rencontre nationale de février, fort de son expérience et de ses contacts avec tous les groupes de réfugiés, le CLA a pris un ensemble de résolutions dans trois directions :

La structure

L'organisation va se structurer et se donner des organes définis de décision et de travail (équipes, commissions, etc.).

Programme

Le programme d'action définit avec précision les objectifs du Comité en accord avec son expérience. Le CLA réaffirme la nécessité de maintenir et d'organiser ses services pour une meilleure insertion en France des réfugiés qui continuent d'arriver. En même temps, lui semble important le développement d'activités qui tendent à entretenir les engagements et l'identité de ceux qui ne participent à la vie des comités ou des partis.

Des efforts particuliers devront être entrepris pour rechercher l'unité d'action entre tous les Latino-Américains qui se trouvent affrontés sur le continent à des problèmes et des ennemis communs.

Le Comité considère son action et son travail complémentaires de ceux des partis politiques et des autres comités nationaux. Il pense que les actions de dénonciation et de solidarité doivent faire l'objet d'une coordination entre ces différentes organisations, chacune ayant par ailleurs une vocation spécifique.

Bien que créé et animé par des Latino-Américains, le CLA reste ouvert à tous les Français, proches de nous, qui désireraient y participer.

Plan d'action

Chaque point du programme du CLA est animé par une commission. Les activités culturelles sur Paris seront multipliées dans le local dont nous disposons actuellement, 1 rue Montmartre. Nous prévoyons l'organisation d'actions politiques et culturelles avec d'autres comités latino-américains.

Huit mois après la rencontre nationale, une partie importante de ce programme a été appliquée et réalisée.

Nous faisons actuellement une critique et un bilan de notre action afin de renforcer les points faibles et d'atteindre tous les objectifs que nous nous sommes fixés.

La publication de ce texte dans ce numéro d'Urgent AMÉRIQUE LATINE et notre présence future dans les numéros à venir, ainsi que notre participation à sa diffusion, traduit notre volonté de nous unir à toute entreprise en accord avec nos objectifs.

Urgent
**Amérique
Latine**

Rédaction et publicité : 8, rue Au Maire,
75003 Paris, tél. 271.86.25
Directrice de la publication : Michèle
Mattelart
Secrétaire de rédaction : Jean-Pierre Des-
mond.

Rubriques :

Rapports de forces internationaux :
Bernard Cassen
L'événement : Carlos Gabetta
Questions politiques : Eduardo Oli-
vares
Cultures et Sociétés : Roger Bartra
Économie : Patricio Tupper
Productions culturelles : Ignacio Ra-
monet (cinéma), Huguette Faget
(théâtre), Daniel Salinas (musique)
Magazine : Catherine Bastard (coor-
dination)
Dossier : Armand Mattelart

Couverture : Josefina Santa Cruz
Service d'agences : Inter-Press Ser-
vice - Prensa Latina - alai -ciila -
Latin America news letter
Photos : agence Sunset

On également participé à ce numéro :

Jean-Louis Buchet, Eric Domergue,
Carmen-Gloria Dunnage, Jean-Pierre
Hermano, Alejandro Jodorowsky,
Maurice Lemoine, Céline Renney,
Marianna Melo.

Composition : Germinal 272.71.13
Impression M.S. : 672.23.63
Distribution : Diffusion Populaire (Li-
brairies)
Mensuel édité par Publication FRANCE-
LATINE, S.A.R.L. au capital de 2.500 F
Siège social : 14, rue Bourg-Tibourg,
75004 Paris Paris
Dépôt légal : 4ème trimestre 1978
Commission paritaire : N° 60623
ISSN : 0181 - 9623

**urgent
AMÉRIQUE LATINE**

Bureau de Genève

Case postale 7
1219 - Le Lignon / Genève
CCP 12-21777
Tél. : 022/96.48.54
Gestion : Luis Cid
Rédaction : Alberto Du Fey

Photo couverture : J.N. Dardes/Sunset

SOMMAIRE

• Lettre de la rédaction	5
• Branle-bas de combat au Beagle	6-8
• Nicaragua : L'entracte	9-10
• Nicaragua : Champ de manœuvre pour la Social-démocratie	10-11
• La politique de Carter, à nouvelle donne, nouveau jeu	12-13
• Le réveil indien, l'exemple du CRIC colombien	15-19
• Les disparus uruguayens. Où sont-ils ?	20-21
• Afro-américains oui, mais blancs	22-23
• San Andrés - aguas calientes	24
• Rencontre avec Raul Ruiz	26-27
• Alfonso Dominguez « Au Fond de la Cour » Texte en espagnol de Jodorowski	28
• Magazine	29-33
• Entrevue avec le Professeur Schwarzenberg	34



ABONNEMENT

8, RUE AU MAIRE - 75003 PARIS

Nom et prénom : Mme, Mlle, M.

Profession :

Adresse :

SOUTIEN : 1.000 F 500 F 100 F

Chèques ou virement à l'ordre de Société de publications France Latine

Souscription annuelle : (12 n°) : France 60 F , Étranger 80 F

Case postale 7 - 1219 Le Lignon - Genève

NOM et prénom : Mme, Mlle, M.

Profession

Adresse

SOUTIEN : 500 F 200 F 100 F

Virement au compte C.C.P. 12-21777

Souscription annuelle (12 numéros) : 35 F

LETTRE DE LA RÉDACTION

Chers lectrices et lecteurs,

Nous remercions celles et ceux qui ont commencé à répondre à notre offre de participation dans la nouvelle coopérative de publication et qui collaborent à notre actuelle campagne d'abonnements.

De notre côté, nous avançons peu à peu dans notre projet (voir n° 6). Une partie de nos efforts porte maintenant sur l'obtention de contrats de publicité.

Nous pensons être en mesure de lancer la nouvelle formule de la revue aux débuts du *premier trimestre 1979*, mais déjà de nouvelles rubriques, comme vous pouvez vous en rendre compte, commencent à s'introduire dans les numéros.

Peut-être serait-il alors opportun de modifier notre titre, l'adjectif accompagnant actuellement AMÉRIQUE LATINE n'étant pas nécessairement le meilleur. Nous serons heureux d'accueillir vos suggestions à ce sujet.

Continuez à participer à l'effort entrepris en faisant connaître la revue autour de vous, en trouvant de nouveaux abonnés, en participant à la coopérative et en nous faisant part de vos idées et de vos critiques.

■ Le comité de rédaction

COMMUNIQUE

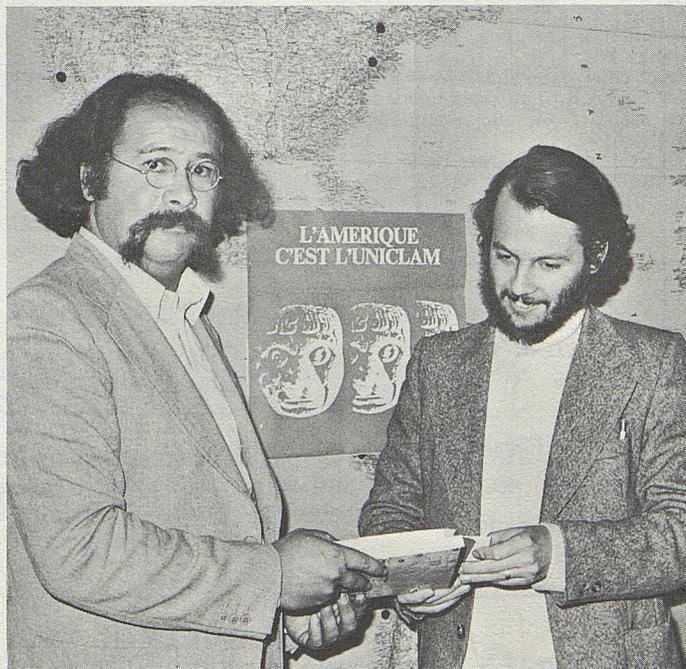
Le comité de rédaction d'*Urgent Amérique Latine* informe ses lectrices et lecteurs que, pour convenances personnelles, MM. Ibar AIBAR et Omar SAAVEDRA ne collaborent plus à la revue et ne sont plus habilités à se réclamer de son nom.

RESULTATS DU PREMIER CONCOURS D'ABONNEMENTS

Par tirage au sort, le vendredi 10 novembre 1979, dans les locaux de l'agence de voyages UNICLAM, un abonné de Belgique : Monsieur Edouard LE-GRAIN, demeurant 1 bis, rue Henri Lemaître à Namur (Belgique), a gagné le prix comportant un voyage A/R et un séjour complet de 21 jours au Mexique pour deux personnes, à réaliser au cours de l'année 1979.

La rédaction lui présente ses plus sincères félicitations.

MM. Caballero, directeur de l'UNICLAM, et Alvarez, lors de la remise des billets d'avion. →



Branle-bas de combat sur le Beagle ?

Négociations, arbitrages sans résultats, attente. Les bruits de guerre autour du Canal de Beagle sont-ils fondés ? Un conflit localisé pourrait-il allumer un incendie dans

cette région riche en différents et en convoitises ? Les dictatures argentine et chilienne jouent avec le feu.

Après la clôture des travaux de la commission mixte et les craintes d'un affrontement armé, l'Argentine et le Chili semblent pousser un soupir de soulagement. Un moment de paix pour tous les esprits après la psychose de guerre des mois précédents.

Peut-on penser dans ce cas que le péril est définitivement écarté et que les partis opteront pour l'une des solutions pacifiques possibles : l'accord direct entre les deux gouvernements ou l'acceptation d'une décision de la Cour internationale de La Haye ? Ce n'est pas si simple. L'optimisme de ces jours-ci (à la fin de la deuxième semaine de novembre) ressemble plus à une trêve qu'à la concorde définitive. Malgré les pressions exercées unanimement par les secteurs démocratiques, dans les deux pays, en faveur de la paix, le comportement belliqueux des deux dictatures demeure inchangé, même si le ton employé de part et d'autre s'est adouci.

En s'en tenant aux faits objectifs, on peut affirmer deux choses : premièrement, les accords — si on peut les appeler ainsi — ne résolvent aucuns des points précis du conflit ; deuxièmement, la région est une poudrière.

Les accords auxquels la Commission mixte est parvenue sont dérisoires, cha-

cune des parties étant convaincue de son bon droit avant de commencer les discussions, non seulement à propos des îles Picton, Nueva et Lennox, mais aussi sur les questions des eaux territoriales, la sortie sur les deux océans, etc. Les points d'accord sont complètement secondaires, abstraits et suspectement identiques aux déclarations de principe ou d'intention : politique conjointe d'intégration physique, de développement économique et de politique de l'environnement dans l'extrême sud du continent. Peut-on alors imaginer que cela conduise à des menaces de guerre ?

les intérêts en jeu

Les dangers de conflits multiples qui menacent la région militent en faveur de l'accroissement de la tension, déclaration de guerre ou pas. Le 25 octobre, les présidents d'Argentine et de Bolivie se sont réunis dans la ville frontrière de Yacuiba. L'accord de coopération signé par les généraux Videla et Pereda Asbun comprend deux paragraphes significatifs. Dans l'un, l'Argentine affirme « *sa juridiction indiscutable sur l'Atlantique sud-occidentale* », dans l'autre, la Bolivie réitère sa demande d'une sortie sur le Pacifique, perdue en 1879, lors de la guerre contre le Chili. Les deux présidents se promet-

tent leur appui mutuel, « *dans le respect de l'intégrité territoriale des pays latino-américains* ».

Au cours des derniers mois, tous les observateurs n'ont cessé de parler de la formation possible de deux blocs qui pourraient s'affronter dans le sud. D'un côté, l'axe Argentine, Bolivie, Pérou, de l'autre, le Brésil, le Paraguay et le Chili. Une telle chose est-elle possible ? Bien qu'il y ait loin des spéculations au fait de guerre concret, la formation de ces blocs peut correspondre à la situation géo-politique de cette partie du monde.

L'arbitrage qui a confié au Chili le contrôle du canal de Beagle n'a fait que souffler sur un feu qui couve depuis longtemps. On célébrera l'an prochain le centenaire de la guerre du Pacifique au cours de laquelle le Pérou et la Bolivie perdirent d'importants territoires au profit du Chili. Depuis lors, la Bolivie, privée de côtes, a fait de la reconquête d'une sortie sur le Pacifique l'un de ses impératifs politiques et économiques. Les militaires boliviens ont fait le serment de « *fêter l'anniversaire par la reconquête* ». Ce n'est pas un hasard si l'ex-président Banzer est actuellement ambassadeur en Argentine et si, malgré la gravité de la situation au sud, le Chili n'a pas retiré le gros de ses troupes au nord du pays, sur la frontière chileno-bolivienne.

La question de la justesse de la décision britannique mise à part, en reconnaissant l'arbitrage qui donne au Chili les îles du canal de Beagle, l'Argentine se trouverait en position de faiblesse pour réclamer à la Grande-Bretagne les îles Maldives, Sandwich et Georgies du sud, occupées illégalement par la marine de Sa Majesté au XIX^{ème} siècle. Le même problème se représenterait lors des négociations prévues en 1991 avec le Brésil et la Grande-Bretagne sur les territoires antarctiques en litiges.

Par ailleurs, ce conflit du Beagle se produit alors que les travaux de la commission tripartite Brésil - Paraguay - Argentine sur l'utilisation des eaux du rio Parana sont suspendus. Comme chacun le sait, la construction par le Brésil du barrage géant d'Itaipu a créé un différent plusieurs années et n'a pas encore été résolu.

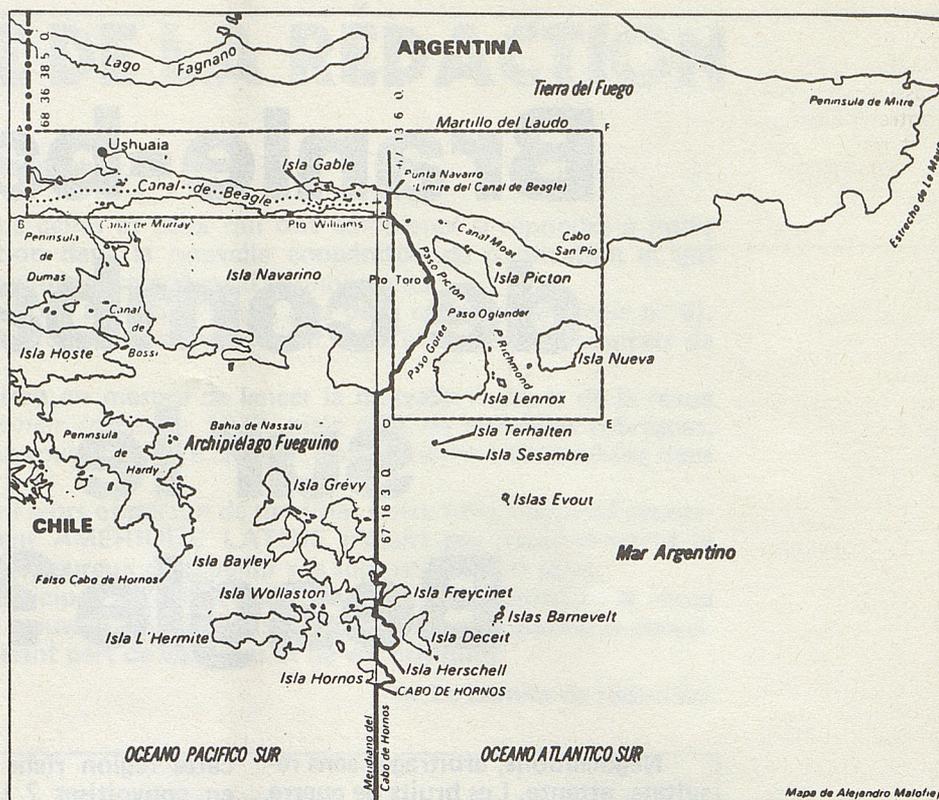
Enfin, un accord entre le Pérou, le Chili et la Bolivie pour offrir une sortie sur la mer à cette dernière ne semblant pas prêt à se réaliser, la Bolivie a tout intérêt à exercer des pressions sur le Chili.

un conflit qui arrangerait certains

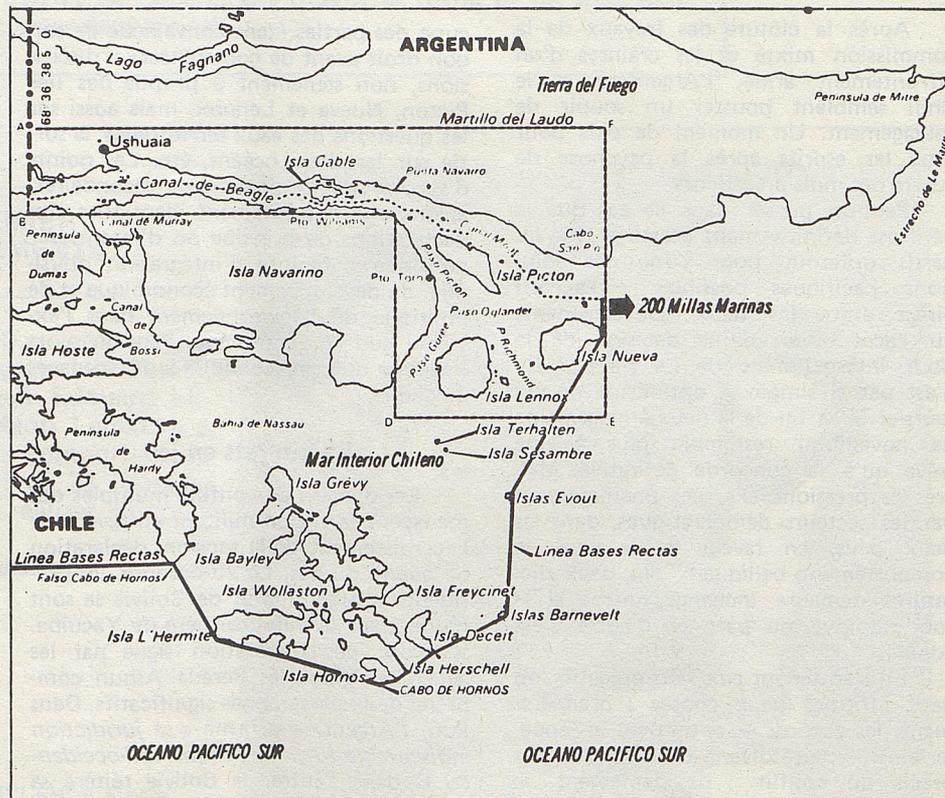
Les situations intérieures des deux pays poussent les deux régimes à « gonfler » le conflit du canal de Beagle (l'Argentine et le Chili ont, à d'autres moments, résolu pacifiquement leurs problèmes limitrophes). Illégitimes, les gouvernements de Videla et de Pinochet ont trouvé dans ce « problème national » une façon de détourner l'attention et de trouver des appuis populaires. La campagne de presse a été très intense des deux côtés et il faut reconnaître qu'elle a eu prise sur certains secteurs (tant au Chili qu'en Argentine, certains secteurs démocratiques et progressistes ont cru devoir manifester leur chauvinisme), mais les manifestations en faveur de la paix dans les deux pays semblent montrer que tout le monde n'a pas mordu si facilement à l'hameçon.

En Bolivie, le général Pereda Asbun, à la tête du gouvernement après une révolte de palais, suite à des élections frauduleuses, a déclaré « qu'il sera difficile de réaliser des élections l'an prochain dans notre pays, étant donné que nous serons engagés dans la commémoration du centenaire de la guerre du Pacifique ». De la caricature au drame, il n'y a qu'un pas. Cela, les peuples latino-américains le savent bien.

Tous les pays qui pourraient être entraînés dans un hypothétique conflit généralisé sont gouvernés par des mili-



la thèse argentine



la thèse chilienne

taires. Ce n'est pas un hasard si dans le seul où fonctionne une Assemblée constituante, le Pérou, celle-ci s'est prononcée massivement, lors d'une session spéciale, contre la guerre et tous les partis qui y sont représentés ont fait un appel en faveur de la paix. Malgré tout cela, le spectre de la guerre ouverte est encore

lointain, mais il ne faut pas totalement écarter la possibilité de conflits localisés pour exercer des pressions de part et d'autre. Dans les semaines à venir, l'Argentine et le Chili devront se décider pour la négociation directe, le recours à la cour internationale de justice, ou à l'arbitrage d'un tiers. Pendant ce temps,

dans les deux pays, les secteurs démocratiques devront continuer à lutter contre les dictatures et pour la paix, sans oublier qu'en marge des revendications territoriales légitimes, les gouvernements militaires ont déclaré depuis longtemps la guerre à leurs peuples.

Carlos Alberto GABETTA

la longue histoire du Beagle

Les problèmes qui ont mis le Chili et l'Argentine dans la situation qu'on connaît et qui reste incertaine, commencèrent en 1843. Cette année-là, l'Argentine accuse ses voisins d'avoir « occupé le détroit de Magellan ». Les négociations s'engagent en 1847. En 1855, les deux pays signent un Traité de Commerce et de Navigation dans lequel (déjà !) ils se mettent d'accord sur tout, sauf sur l'essentiel. Ils décident de poursuivre des négociations directes. Si celles-ci n'aboutissaient pas, la divergence serait soumise à une « puissance amie ».

Ce n'est qu'en 1881, en pleine Guerre du Pacifique, qu'un accord fut conclu avec la médiation des ambassadeurs des États-Unis à Santiago et à Buenos Aires. Le Chili renonça à ses prétentions sur la Patagonie et l'Argentine aux siennes sur le détroit de Magellan. Quant aux îles litigieuses, l'accord stipula « qu'à l'Argentine appartiendront l'île des « Estados », les îlots proches de celle-ci et toutes les îles de l'Atlantique situées à l'Est de la Terre du Feu ainsi que celles de la côte Est de la Patagonie ; appartiendront au Chili, toutes les îles au Sud du Canal Beagle jusqu'au Cap Horn et celles qui se trouvent à l'ouest de la Terre du Feu ». La Terre du Feu, elle, restait « chilienne dans la partie occidentale et argentine dans la partie orientale ».

A partir de là, le Canal Beagle devint frontière est-ouest dans cette partie du territoire. Frontière qui devient vite contestée dans la mesure où il n'y a pas d'accord sur le parcours du Canal. Ce désaccord a pour conséquence le litige sur trois îles placées dans la région du canal : Picton, Lennox et Nueva. Litige d'autant plus grave qu'il porte sur une thèse sacrée pour les Argentins : l'Atlantique pour les Argentins, le Pacifique pour les Chiliens. Or les trois îles sont bel et bien sur l'Atlantique.

En 1902, un Traité Général d'Arbitrage est signé entre les deux pays. Il prévoit le recours unilatéral à l'arbi-

trage du gouvernement de Sa Majesté Britannique. Il porte sur tous les problèmes présents et futurs. Cependant, c'est d'un commun accord que les gouvernements des deux côtés des Andes décident de faire appel, pour la première fois aux gouvernants anglais. L'accord resta lettre morte. La négociation est reprise le 4 mai 1938, avec la désignation de Homer Cumming, ministre de la justice des États-Unis, comme arbitre. Mr Cumming (hélas !) démissionne de son poste et une discussion a alors lieu pour savoir s'il avait été désigné en tant que personne ou en tant que Ministre. Le problème fut résolu par la mort de Mr Cumming quelque temps après.

Le 12 juillet 1960, quatre « protocoles d'accord » sur des problèmes de frontières et de navigation, furent signés. L'un d'entre eux stipulait le recours à la Cour Internationale de La Haye. D'autres problèmes limitrophes ayant éclaté à ce moment-là, la question du Beagle fut mise en sommeil pendant 4 ans. En 1964, les gouvernements chilien et argentin décidèrent d'aller à La Haye. Cette démarche n'eut pas de suite.

En 1967, le gouvernement de Frei décide d'utiliser le Traité de 1902. Il s'était avéré utile pour résoudre des problèmes surgis dans la zone Palena-Rio Encuentro. Pourquoi pas dans le Beagle ? Après 4 ans de discussions, un accord est encore une fois conclu le 22 juillet 1971. On fait appel à Sa Majesté, mais — les Argentins exigent — elle travaillera avec une Commission de 5 membres de la Cour Internationale de Justice. Ils furent chargés de rédiger un rapport que Sa Majesté pourrait accepter ou refuser, mais non pas modifier.

Profitant des vents de dégel, les gouvernements de Lanusse et d'Allende signeront, le 5 avril 1972, un *Traité Général sur la Solution Juridique des controverses entre la République Argentine et celle du Chili*.

Après 5 ans de travail, la commis-

sion fait son rapport à la Reine Elizabeth, rapport qu'elle accepte. Elle communique le verdict le 2 mai 1977. Il consacre presque totalement les points de vue du Chili. Le Beagle reste la frontière établie en 1881. Ses îles, Picton, Lennox et Nueva, sont chiliennes. Pinochet s'empresse d'applaudir et Videla de déclarer le verdict inacceptable. Il envoie une lettre personnelle à Pinochet et lui propose des négociations directes. C'est le début des travaux d'une Commission présidée par le Général Osiris Villegas et l'ancien Ministre des Affaires Étrangères Chiliennes, Julio Philippi. Échec de cette commission. Nouvelle proposition de Videla : négociations directes entre Ministres des Affaires Étrangères. Nouvel échec.

Dernier acte. Videla et Pinochet se rencontrent à deux reprises et lors de la rencontre de Puerto Montt (Chili), ils signent l'Acte du Tepual (du nom de l'aéroport de la ville). On crée deux Commissions. La Numéro 1, dite de « détente », chargée de préparer une bonne atmosphère pour les discussions de la Numéro 2 qui discuterait des vrais problèmes.

Elle a achevé ses travaux le 2 novembre, comme en 1855, sans accord sur l'essentiel. Face à la nouvelle situation, le gouvernement argentin a, encore une fois, proposé des négociations directes. Le gouvernement chilien, lui, propose de repartir en Cour Internationale de Justice. Et en même temps, faisait parvenir à toutes les ambassades à Santiago, un document de 149 pages, avec des accusations de « violations de la souveraineté nationale, perpétrées par des avions et des navires argentins ».

Moralité : une longue histoire répétée cent fois. Deux dictatures, pour la première fois dans cette longue histoire, font tout ce qu'il faut pour mettre leur pays au bord d'une tragédie encore plus grande que les dictatures elles-mêmes : la guerre.

Eduardo OLIVARES

PAROLES DE GUERRE ET DE PAIX

« Faisant appel à la doctrine agressive et belliqueuse de la « sécurité nationale », les forces armées ont déclaré la guerre « chaude » de la répression massive contre leurs propres peuples, dont la continuation naturelle est cette forme de guerre « froide » dans les relations internationales, guerre qui prend la forme de menaces et de préparatifs militaires des deux côtés de la Cordillère des Andes ». (PRT argentin, novembre 1978)

« La dictature argentine s'est engagée dans une politique belliqueuse dont les conséquences éventuelles mettent en danger le destin de deux nations dont les républiques vivent ensemble le jour. De l'autre côté de la frontière, la tyrannie de Pinochet manipule le spectre d'un éventuel affrontement militaire comme instrument providentiel de préservation de son pouvoir... Il faut replacer le différend dans la tradition pacifiste des deux peuples et dans le respect des normes qu'imposent les relations internationales. (Secrétariat Extérieur du PS Chilien, octobre 1978)

« Un conflit armé profiterait seulement aux monopoles britanniques et américains et surtout à ces derniers qui sont très intéressés par le pétrole des mers du sud, leurs richesses ichtologiques et l'accès maritime de l'Antarctique, dont l'importance stratégique est énorme ».

(Déclaration commune des PC chilien et argentin, octobre 1978)

« Le principe océanique définissant que l'Argentine est dans l'Atlantique et le Chili dans le Pacifique, est une thèse historique que l'Argentine a toujours soutenue et que rien ne peut modifier ».

(Amiral Armando Lambruschini, Commandant en chef de la Marine argentine, octobre 1978)

« Les Chiliens sont déjà habitués aux

Les forces en présence

Les forces armées argentines disposent d'un contingent actif de 132.000 hommes, dont 83.500 dans l'armée de terre, 32.300 dans la marine et 17.000 dans l'armée de l'air. Les réservistes sont environ 250.000 et les forces paramilitaires 20.000.

Le Chili, lui, dispose de 69.000 hommes, dont 450.000 dans l'armée de terre, 23.800 dans la marine et 10.800 dans l'armée de l'air. La réserve compte 160.000 Chiliens et les forces paramilitaires 30.000.

Quant aux armements, la marine argentine dispose de 4 sous-marins, 1 porte-avion, 9 escorteurs et 2 croiseurs. La marine chilienne possède 3 sous-marins, 6 escorteurs et 3 croiseurs.

En ce qui concerne l'armée de l'air, l'Argentine dispose de 115 avions de combat et le Chili de 67.

■ E.D.

manœuvres que l'Argentine a faites ces derniers mois et qui créent un climat de guerre dans la région de Beagle. Cela contraste énormément avec l'attitude chilienne qui, elle, est sereine et pacifique... Nous croyons que cette attitude n'est pas sans liens avec les problèmes internes des Argentins.

(Herman Cubillos, ministre des Affaires étrangères chilien, novembre 1978).

« Nous interprétons les profonds souhaits de paix de la communauté civile, face à la situation actuelle entre nos deux pays. C'est pourquoi nous avons voulu rappeler le serment solennel fait par le Chili et l'Argentine devant la statue du Christ : « Ces montagnes s'écrouleront avant que les Chiliens et les Argentins brisent la paix jurée au pied du Christ rédempteur »¹.

(Déclaration des évêques chiliens et argentins. Fin octobre 1978).

« Nous ne voulons pas la guerre, nous ne voulons pas nous affronter, parce que la guerre divise, détruit et tue. Parce qu'elle ne saura jamais être une solution à nos problèmes ».

(Déclaration de plus de mille jeunes gens chiliens et argentins rassemblés sur la frontière chileno-argentine dans la Cordillère des Andes).

■ E.O.

1. La statue du Cristo Redentor fut construite dans la Cordillère des Andes, juste sur la frontière. Elle symbolise l'amitié entre les deux peuples, forgée dans la lutte commune contre le colonisateur espagnol.

croissance

des jeunes nations

le mensuel
du tiers-monde

publie en décembre un numéro spécial sur les réfugiés politiques en France.

AU SOMMAIRE :

- Résultats d'un sondage exclusif IFOP sur les réfugiés politiques et l'opinion française.
- Des reportages, des témoignages.
- Un camp de transit en Thaïlande,
- etc.

Le numéro : 8 F. S'adresser à C.J.N. Développement, 163, boulevard Malherbes - 75017 Paris.



L'ordre règne au Nicaragua

nicaragua

l'entracte

Depuis septembre, Somoza remplit les cimetières et les prisons, les États-Unis cherchent à promouvoir un Somozisme sans Somoza et le Front sandiniste se prépare à lancer une nouvelle offensive.



Dans le silence des cimetières et des charniers.

« Ce sont eux qui ont organisé la fête. C'est eux qui devront la payer », déclare Somoza lors d'une conférence de presse le 27 octobre. Pour le peuple du Nicaragua, l'addition en effet est lourde.

Plus de 7 000 personnes se seraient enfuies vers le Costa Rica et davantage encore au Honduras. Ceux qui trouvent la vie insupportable sous les tentes de la Croix Rouge ou s'aperçoivent avec angoisse que l'exil peut durer, et qui tentent aujourd'hui de regagner le Nicaragua, sont abattus à la frontière.

A l'intérieur, le pays est méconnaissable. Des quartiers entiers ont disparu. Esteli, ville du nord, qui fut la dernière à résister en septembre, n'existe plus. Parmi les décombres des maisons écrasées par les bombardements de la Garde nationale, près de 10 000 cadavres ont été enterrés à la sauvette.

Pour la plupart, ce ne sont pas des « muchachos » tués lors des combats de septembre, mais des enfants, des adolescents ou des hommes, froidement abattus devant leurs porches par des soldats nicaraguayens, salvadoriens et guatémaltèques, lors des rafles qui ont suivi la reconquête des villes insurgées.

la revanche de Somoza

Tous les témoignages se répètent. La Garde nationale pénètre dans les maisons

et force leurs habitants à sortir dans les rues. « Ils laissaient passer les femmes, les vieillards et les petits », dit un adolescent de Leon. « Mais tous les jeunes étaient obligés de se coucher sur le sol. Nous, nous sommes restés à côté, car il y avait 3 de nos frères qui étaient allongés là. Quand le quartier fut évacué, ils ont obligé ces prisonniers à se mettre à genoux. Un soldat nous a dit de tourner la tête et on a immédiatement entendu tirer. Nous nous sommes retournés et nous avons vu un soldat tirer à la mitrailleuse sur les corps qui se tordaient par terre... (...) Ils ont ensuite emmené un tracteur qui est passé sur les corps ... ils ont couvert les restes d'essence et y ont mis le feu ».

10 000 enfants sont aujourd'hui orphelins. Plus de 20 000 personnes ont été blessées et, fin septembre, l'église catholique annonçait plus de 1 000 prisonniers.

Si l'appareil militaire de la guérilla sandiniste est à peu près intact, il est certain que parmi les prisonniers et disparus le nombre de cadres politiques intermédiaires et militants de base est très élevé. Les arrestations se multiplient de jour en jour car Somoza aurait décidé non seulement « d'enrayer le spectre communiste », mais de remplir toutes ses casernes de prisonniers qui serviraient d'otages dans le cas d'une nouvelle offensive sandiniste.

Le couvre-feu, qui facilite l'élimination des ennemis du régime, sert également à la propagande dissuasive. Parmi

les personnes tuées après 20 h, nombreuses sont retrouvées à la morgue, le visage recouvert du foulard rouge et noir des Sandinistes.

« La vraie révolution ! ... Le peuple répudie les Sandinistes communistes » titrait *Novedades*, quotidien de Somoza, fin septembre. Il parlait des nouvelles brigades créées par le régime pour « nettoyer les champs ».

Afin de parer au problème des sans-abris, à la faim provenant du manque de vivres et d'une inflation de près de 100 % sur les produits de base, ainsi qu'au chômage qui touche maintenant 500 000 personnes (25 % de la population), le Parti Libéral (somoziste) offre aux membres de ces brigades des repas contre du travail. Une vingtaine de dollars leur sont avancés et ils signent un contrat.

La première semaine, le travail consiste à enlever des barricades et nettoyer les débris. Dès la deuxième semaine, on leur fournit l'uniforme de la Garde nationale et un fusil. Pour ceux dont le nouveau métier ne plairait pas, l'argument juridique du contrat fait son effet. Les récalcitrants sont abattus sur place à titre d'exemple.

un pourrissement généralisé

A ce climat d'après-guerre, de représailles, de couvre-feu, de loi martiale,

s'ajoute le chaos économique qui sévit dans le pays. L'impression qui domine est celle d'un pourrissement généralisé. Le cordoba ne vaut plus rien au change par rapport aux monnaies étrangères. Somoza vient de faire marcher une nouvelle fois la planche à billets en faisant émettre 500 millions de cordobas, sans l'aval du Fonds Monétaire International. Celui-ci, comme mesure de rétorsion, a bloqué tout récemment 20 millions de dollars destinés au Nicaragua.

Entre juillet et septembre déjà, 90 millions de dollars ont quitté le pays et, en dépit des efforts de Somoza qui vient de libérer le taux d'intérêt bancaire, le déficit de la balance des paiements sera vraisemblablement doublé par rapport à l'année dernière. La dictature ne semble plus être en mesure de redonner confiance à la bourgeoisie.

La dernière chance pour renflouer les caisses de l'État reste la récolte du coton qui commence en ce moment. Bien que les prix mondiaux soient favorables, la qualité de la récolte sera compromise par le fait que les combats de sep-

tembre ont empêché de faire les derniers traitements d'insecticides. Cette récolte pose d'autre part un problème politique par les risques d'infiltration qu'elle peut permettre parmi les 300 000 « péones » qui devront l'effectuer, mais aussi par le maintien du couvre-feu qui gênera son bon déroulement.

le courage du peuple

Deux mois après l'insurrection de septembre, la crise politique nicaraguayenne est au point mort. Mais le panorama politique s'est considérablement éclairci. Le retrait du « groupe des 12 » du « Front Ample d'Opposition » (FAO) après de longues semaines de négociation avec la dictature par l'intermédiaire de la « Commission de médiation » internationale, ne sera pas sans conséquence à l'heure du dénouement.

La bourgeoisie d'opposition, rejetant depuis le début une participation du Front Sandiniste dans un gouvernement

provisoire, se félicite du départ de leur porte-parole au sein du FAO. L'ambassade américaine aussi, qui a imposé une solution n'écartant pas totalement le Parti Libéral somoziste et laissant pratiquement intact la Garde nationale comme force de répression.

Mais le départ des « 12 » n'est pas une simple péripétie tactique. Il marque une « étape » dans le processus en cours. Pour le peuple du Nicaragua, cette démission signifie que la solution de rupture politique pour laquelle il s'est insurgé les armes à la main en septembre dernier risque de glisser en une solution de « somozisme sans Somoza ».

Les « muchachos » de septembre ont rejoint par centaines les rangs de la guérilla. Ils s'entraînent aujourd'hui dans des camps à l'intérieur du Nicaragua, comme dans certains pays voisins. Dans le même temps, les organisations de résistance et les comités de base restructurent leurs forces dans les villes. La population se prépare déjà à une nouvelle offensive...

■ Céline RENNEY

NICARAGUA

champ de manœuvre pour la social-démocratie

La politique des droits de l'homme de l'administration Carter vient de recevoir un coup sérieux lors des récents événements du Nicaragua. La Social-démocratie déclenche une offensive d'envergure. L'OEA montre encore une fois qu'elle est vouée à l'impuissance ou à être l'instrument docile des États-Unis. Les dictatures se réjouissent du triomphe

de Somoza. Le prêtre Ernesto Cardenal déclare que : « Le Front sandiniste n'a le soutien ni de l'URSS, ni de Cuba, ni de la Chine ». Voici les données de l'échiquier international qui a révélé, lors de la crise nicaraguayenne un certain nombre de tendances qui commencent à s'affirmer en Amérique Latine.



Nous avons publié dans nos numéros 1, 3 et 7 des analyses sur les contradictions de la politique Carter. Il est clair que, aujourd'hui comme toujours, pour les États-Unis, seul l'intérêt compte. Cette fois, devant le massacre, ils n'ont rien trouvé de mieux que de faire appel au principe de la non-intervention. Les États-Unis contre l'intervention ! Il ne faut pas avoir beaucoup de mémoire pour se souvenir de la situation créée cette année en République Dominicaine. Le président Carter a tenu à intervenir personnellement pour dire quel était le bon vouloir de l'empire. Derrière la « non-intervention », se cachent les manœuvres les plus audacieuses pour trouver une solution qui écarte le Front sandiniste d'un gouvernement post-Somoza. Tandis que le « lobby » nicaraguayen fait pression pour que le gouvernement soutienne Somoza, l'ambassadeur américain à Panama voyage en Amérique Centrale pour convaincre tout le monde que seule une solution négociée « peut éviter le pire ». Entre temps, le Pentagone, artisan de la Garde nationale et de toutes les dictatures d'Amérique Centrale, envoie le général Mc Auliffe préparer une éventuelle intervention du CONDECA (Confédération des armées d'Amérique Cen-

trale). Elle pourrait intervenir si, comme le déclarait le ministre de la défense guatémaltèque « cela convient à la sécurité de l'Amérique Centrale ». N'en doutons pas. Même si la CONDECA intervenait pour faire pression sur Somoza, sourd à la voix de l'Amérique, ce serait prioritairement pour stopper l'avance du Front sandiniste.

L'OEA, elle, a suivi les consignes américaines avec discipline. Convoqués d'urgence, les ministres des affaires étrangères ont accouché d'une déclaration à laquelle, pour tout dire, le ministre nicaraguayen a souscrit ! Elle a nommé, en outre, une commission d'enquête pour voir un peu ce qui se passait du côté des droits de l'homme. Résultat : vingt quatre heures de visite en compagnie de l'illustre Somoza. L'affaire a été si scandaleuse que le gouvernement colombien a rappelé immédiatement son ambassadeur auprès de l'OEA pour s'être prêté à cette comédie, sans y être autorisé.

L'élan de l'internationale socialiste

Le manque de sincérité de la politique Carter découvert et les pays du bloc

socialiste absents, la Social-démocratie en a profité pour se lancer dans une offensive qui se révèle payante. Carlos Andrés Pérez, président du Venezuela a multiplié les démarches politiques et diplomatiques pour condamner Somoza et marquer son soutien au Front d'opposition. Il a, en compagnie du président colombien Turbay Ayala, envoyé une lettre au Secrétaire général des Nations-Unies pour demander l'intervention du Conseil de sécurité. Quand la Garde nationale a pénétré en territoire Costa-Ricain pour poursuivre des guerrilleros, le gouvernement vénézuélien a aussitôt envoyé des avions et des troupes dans ce pays insolite qui n'a pas de forces armées, au milieu de voisins aussi belliqueux. Entre temps, à Lisbonne, la réunion des partis socialistes d'Europe et d'Amérique Latine apportait son soutien et mandatait les partis révolutionnaires dominicain, populaire de la Jamaïque et ADECO vénézuélien pour prendre « toutes les mesures nécessaires pour soutenir la lutte démocratique du Front ample d'opposition, et sa décision d'établir un gouvernement provisoire ».

Quelques jours après, Willy Brandt, président de l'Internationale Socialiste, envoyait une lettre à Sergio Ramirez, membre du groupe des Douze où il affirmait son soutien total. Ensuite, à Vancouver, avant même l'ouverture du congrès de l'Internationale Socialiste, un plan en six points était rédigé pour concrétiser le soutien à apporter à la lutte contre Somoza.

Les initiatives socialistes semblent jusqu'à présent aller à l'encontre de la politique américaine. Le schéma dessiné par la Trilatérale* (voir Urgent Amérique Latine, numéro 3) est mis en question. S'agit-il là d'un accident de parcours, ou voit-on se développer une véritable concurrence entre les États-Unis et la Social-démocratie ? Les éléments dont on dispose ne permettent pas encore de répondre. Il est clair en tout cas que la révélation du vrai visage de la politique des « droits de l'homme » de Carter et l'étonnante prudence du bloc socialiste ne font que favoriser l'essor de la Social-démocratie en Amérique Latine.

Les seuls « Cubains » aujourd'hui au Nicaragua sont des mercenaires recrutés pour la Garde nationale de Somoza aux États-Unis.

■ Eduardo OLIVARES

*Démocratie restreinte permettant un éventail politique plus large, pouvant aller jusqu'à inclure la Social-démocratie ou tout au moins sa caution.

vingt mois de nouvelle politique
Carter

à nouvelle donne, nouveau jeu

Les quatre derniers présidents américains ont décidé au cours des deux premières années de leurs législatures des interventions militaires en Amérique Latine. Eisenhower envahit le Guatemala en 1945, Kennedy ordonna l'invasion de Cuba en 1961, Johnson fit débarquer ses marines à Saint-Domingue en 1965, Nixon autorisa la déstabilisation et la

chute de Salvador Allende, au Chili, en 1970. Pour chaque intervention, on invoqua la protection des intérêts du capital privé américain menacé par des mouvements populaires et nationalistes. Même si ses « invasions » ont surtout été diplomatiques, le président Carter est, lui aussi, à sa façon, activement intervenu sur le continent.

Au cours de ses vingt mois de gouvernement, la nouvelle administration a décidé, entre autres choses, la remise du canal aux Panaméens, l'arrêt du coup d'état en République Dominicaine, l'inculpation d'officiers supérieurs chiliens, la suppression des programmes d'aide militaire, de crédits et de vente d'armes à cinq régimes de dictature pour violation des Droits de l'homme, la non-intervention au Nicaragua, appuyant Somoza tout en l'encourageant à démissionner. La coïncidence conjoncturelle entre les aspirations de la gauche et les objectifs avoués et, dans certains cas, les résultats obtenus de la politique Carter, a provoqué chez certains un optimisme exagéré et chez d'autres un rejet méfiant. A droite, ceux qui se sont sentis agressés, lésés ou trompés par la nouvelle politique ont dénoncé un complot du marxisme infiltré au Département d'État.

ne pas perdre l'équilibre

La politique américaine actuelle a

pour base une reconnaissance de l'affaiblissement relatif de l'empire sur la scène politique mondiale. Le déficit commercial et la chute du dollar sont des symptômes du renforcement d'autres centres de pouvoir dans le camp socialiste et dans d'autres pays capitalistes avancés. Washington analyse avec préoccupation les conséquences des processus de décolonisation, le comportement des pays non alignés et l'importance croissante que jouent dans ce groupe Cuba et le Vietnam. Les États-Unis prennent au sérieux le renforcement politique, idéologique et militaire des mouvements de libération nationale. Ils reconnaissent volontiers maintenant que, face à eux, leur puissance militaire est insuffisante et potentiellement négative. Ces nouveaux facteurs ont graduellement altéré l'équilibre des relations internationales établies depuis la seconde guerre mondiale. Le développement industriel, technologique et militaire du bloc socialiste lui permet de fournir aux pays en voie de développement disposés à secouer le joug américain, la protection militaire, le capital et la technologie nécessaires à la modernisation de leurs structures de production. L'essor écono-

mique de l'Europe occidentale et du Japon accroît la concurrence entre les consommateurs de matières premières et les fournisseurs de capital et de technologie. Tout cela tend donc à augmenter le pouvoir de négociations des pays dépendants.

La politique étrangère américaine actuelle, élaborée au sein de la fameuse Commission trilatérale, ne se fait pas sans l'Europe et le Japon. Les nouvelles relations avec les pays périphériques impliquent des concessions politiques et économiques. Elles encouragent des choix intermédiaires aussi bien pour les régimes traditionnels, coloniaux, racistes ou fascistes dépendants que pour les gouvernements du bloc socialiste. A travers les modèles dits de convergence, les économistes cherchent une alternative à la fois au modèle classique de développement capitaliste et à celui de l'économie planifiée.

les tactiques du gendarme

Les objectifs de cette nouvelle poli-



tique ne sont pas nouveaux : détourner les processus révolutionnaires en cours, contenir l'avance du socialisme, protéger les zones d'exploitation de l'empire, maintenir les rapports de production et d'échange inégal avec les pays dépendants. Cependant, depuis la victoire vietnamienne sur les Américains, la politique conjoncturelle des pays capitalistes avancés n'est plus la même.

C'est en Afrique que ce changement de politique est le plus manifeste, personifié par l'ambassadeur Andy Young dont la qualité première est le sens du compromis. Si l'Occident réussit en Afrique à neutraliser l'influence soviétique et cubaine, les avantages politiques et militaires obtenus placeraient les États-Unis du côté des mouvements de libération, contre les gouvernements de Rhodésie et d'Afrique du sud. La situation est telle que ceux qui, il y a peu de temps encore, appuyaient le Portugal contre les mouvements de libération d'Angola et du Mozambique, approuvent aujourd'hui les sanctions économiques et offrent leur assistance aux mouvements de libération victorieux, pour rendre séduisant et viable le modèle capitaliste de développement.

La bonne volonté américaine ne peut évidemment pas s'expliquer sans tenir compte de la capacité combative des mouvements de libération, pas plus que son impuissance à intervenir militairement n'est intelligible si on ne se réfère pas au mouvement noir aux États-Unis et à sa présence dans l'armée américaine.

En Amérique Latine, cette politique se manifeste différemment. Elle reflète cent cinquante ans d'indépendance politique formelle et le degré de pénétration militaire, culturelle et économique des États-Unis en fonction du degré de développement des luttes populaires.

Vis-à-vis de l'Amérique latine, la politique américaine répond à la situation de crise actuelle dans la région et à la tendance à l'aggravation des conflits. Les États-Unis observent minutieusement et d'une manière réaliste l'apparition des mouvements démocratiques unis à des forces révolutionnaires armées dans les pays dominés par des régimes répressifs. Le cauchemar des analystes du Conseil national de sécurité et du Département d'État est alimenté par les récents événements de Leon, Esteli, Matagalpa, Cordoba, San Pablo et Cali.

La renaissance des luttes, l'isolement international et les crises économiques qui affectent les régimes de dictature mettent à l'ordre du jour la nécessité de promouvoir une démocratisation contrôlée des systèmes de domination, tactique préventive contre la radicalisation, l'unification et le renforcement des forces d'opposition.

Au début de l'administration Carter, ce réalisme s'est seulement manifesté comme une tendance libérale et démocratique opposée à l'aile traditionnellement militariste, partisane de la doctrine de « Sécurité nationale » adaptée par les militaires latino-américains. Depuis 1976, cette tendance libérale s'est renforcée. Aujourd'hui, elle discute avec l'aile traditionnelle des limites tolérables des concessions à faire pour renforcer la stabilité de la région dans le cadre de la dépendance.

L'expérience vécue par les peuples latino-américains au cours des dernières années montre que le degré d'ouverture démocratique et de respects des droits de l'homme dépend principalement de l'importance de l'opposition, de sa capacité militaire, du soutien populaire et de l'appui des classes moyennes et des secteurs patronaux. Le degré d'opposition entre les États-Unis et les dictatures dépend de même, en grande partie, de la force et de la viabilité du choix démocratique et de son évolution.

désamorcer et déminer l'Amérique Centrale

Cette analyse permet de comprendre les principales décisions américaines, réalisées ou non réalisées, concernant l'Amérique Latine pendant l'administration Carter. La re-négociation du traité du canal de Panama représente d'importantes concessions politiques, militaires et économiques, même si elles ne donnent pas la pleine souveraineté ni la libération nationale et sociale au peuple panaméen. Il est important de noter que le nouveau traité a reçu l'appui explicite de tous les centres décisifs de pouvoir aux États-Unis, du grand capital financier, au Pentagone et à la CIA. L'interminable débat au Sénat ne reflète pas une opposition de principe, mais les nécessités électorales des sénateurs. Cet appui traduit le besoin impérieux de freiner la radicalisation à Panama et, au niveau international d'en finir avec une situation vulnérable « d'illégalité ». L'objectif principal : « désactiver » le processus révolutionnaire qui menaçait la stabilité en Amérique centrale, a été partiellement atteint. L'intervention directe de l'administration Carter avant, pendant et après les élections dominicaines pour prévenir le coup d'état



Le président Carter, le Shah d'Iran, Mme Carter, l'impératrice d'Iran, de bons amis.

militaire et soutenir le gouvernement social-démocrate issu des élections, répond à la même préoccupation. Ici, à travers ses principaux dirigeants européens et latino-américains, la social-démocratie a joué un rôle positif.

Vis-à-vis du Nicaragua, l'attitude du gouvernement Carter obéit aux mêmes impératifs, mais révèle aussi les limites de la démocratie selon Washington. Contrastant avec l'attitude claire des Américains à Saint-Domingue, les entretiens diplomatiques de Managua révèlent les angoisses et les préjugés. Devant l'éventualité de la victoire d'un mouvement révolutionnaire, la doctrine de « sécurité nationale » l'emporte sur la « défense de la démocratie et des droits de l'homme ».

jouer aux échecs et au « muet »

Après un bref tour d'horizon des changements et des politiques réussies, il convient d'examiner celles qui ont avorté et ce qui demeure inchangé.

Malgré les visites, les déclarations, les discours, les sanctions économiques et la réduction de l'aide militaire, la répression et l'étouffement des libertés demeurent identiques à elles-mêmes dans le cône sud. Les améliorations obtenus sont faibles en regard de l'ampleur des violations des droits les plus fondamentaux.

Les fraudes électorales et la répression en Bolivie et au Salvador illustrent bien les limites de la conception de l'ouverture démocratique. La politique qui se développe actuellement au Brésil, selon les vœux de Washington, tient davantage à la dynamique interne et aux divisions dans l'Armée, qu'à la visite de Rosalyn Carter et aux décisions du Département d'état. La suppression du blocus écono-

mique à Cuba et le rétablissement des relations diplomatiques et commerciales avec les États-Unis ont cédé devant l'hystérie anti-soviétique du conseiller Brzezinski. Duvalier et ses « léopards » continuent d'exercer la terreur sur une population enfoncée dans la misère la plus absolue, malgré la visite de l'ambassadeur Young et la publication de ses appréciations optimistes.

Enfin, la question coloniale de Porto-Rico, récemment évoquée aux Nations-Unies, continue à témoigner silencieusement de l'époque de la politique du « gros bâton » et des limites des désirs de démocratie et de défense des droits de l'homme.

Mais c'est dans le domaine économique que se manifeste le plus clairement l'incapacité d'adaptation de l'impérialisme à la réalité mouvante du continent.

le nœud gordien économique

L'augmentation des taxes à l'importation de sucre, obtenue par la pression des grands monopoles sucriers américains, incapables de concurrencer le sucre dominicain, va accroître encore davantage les difficultés politiques et économiques du nouveau gouvernement.

La vente des réserves d'étain pour faire baisser les cours internationaux du métal va se répercuter sur l'économie bolivienne et rendra moins probable le respect des droits syndicaux des mineurs.

Le programme massif d'aide financière promis au premier ministre Michael Manley à la Jamaïque, après la découverte et l'arrêt d'un plan de déstabilisation de la CIA mis en route par Kissinger, a été abandonné. La crise économique continuera à affaiblir l'un des rares

gouvernements démocratiques de l'hémisphère.

Les négociations mondiales sur le niveau des prix et d'échange des matières premières sont paralysés, en grande mesure, par l'intransigeance et le manque de coopération américaine.

Les décisions des Nations-Unies recommandant aux pays industrialisés de donner 7 % de leur PIB sous forme d'assistance au développement ont été ignorées par les États-Unis.

L'absence de crédits bon marché pour des projets de développement continu oblige les pays latino-américains à recourir à des prêts exorbitants auprès de banques privées. Les statistiques actuelles révèlent que 93 % du montant des prêts obtenus aux États-Unis et dans les Institutions financières internationales sont consacrés au paiement des intérêts des prêts antérieurs.

Le gouvernement américain n'a pris aucune mesure sérieuse pour contrôler les activités illégales des firmes multinationales, activités qui couvrent la distribution de pots-de-vin, l'évasion des impôts, le trafic de drogue et la déstabilisation de gouvernements légitimes.

Le coût élevé de la technologie, monopolisée par les firmes multinationales, continue à être l'une des formes les plus efficaces d'obtenir des bénéfices des investissements, de freiner le développement et d'accroître la dépendance. Aucune des mesures proposées par les pays lésés n'ont été acceptées. Par contre, le président Carter vient de fonder un institut pour étudier le problème.

Le FMI impose toujours comme condition d'obtention de prêt des plans économiques aux conséquences sociales désastreuses. La tragique conjoncture que connaît le Pérou illustre très clairement les exigences du système monétaire du monde capitaliste. Elles entraînent le démantèlement des réformes réalisées à l'époque du gouvernement du général Velasco Alvarado. La résistance des classes populaires pour défendre leurs intérêts économiques menacés est durement réprimée et déjà surgissent de tristement célèbres groupes para-militaires qui séquestrent et assassinent les dirigeants politiques et syndicaux.

Toute tentative sérieuse de changement politique durable devra apporter des solutions à ces questions éludées par l'administration Carter. Toute tentative d'épanouissement démocratique en Amérique latine qui ne voudrait pas se voir transformée en peau de chagrin, devra s'accompagner d'un changement profond des relations internationales de production et d'échange.

Horacio LAFREDO
© Denuncia (New York)
et Urgent Amérique Latine

le conseil régional indigène
du Cauca

le réveil indien

Des organisations indiennes, comme le CRIC colombien, annoncent peut-être une renaissance. Leur lutte et leurs espoirs sont porteurs d'un message que l'Occident ferait bien de méditer.

Étrangers sur leurs terres, muets de l'histoire, les Indiens sont-ils à la veille d'une renaissance ? Certaines manifestations, bien qu'encore isolées ou minoritaires, le portent à croire. Dans tous les pays « indiens », surgissent localement des initiatives sociales, politiques et culturelles tout à la fois, des formes originales d'organisation et de luttes, étrangères au monde blanc dominant. Au Mexique, au Venezuela, en Équateur, au Brésil, en Bolivie, au Pérou ou en Colombie, des hommes et des femmes opprimés depuis quatre siècles relèvent la tête et trouvent des réponses originales aux questions de leur survie et, peut-être, de la nôtre.

C'est en Colombie que la lutte indienne semble la plus avancée et la plus claire. Elle s'inscrit à travers une organisation paysanne indigène : le CRIC (Conseil régional indigène du Cauca) qui semble définir les perspectives et les limites des revendications indiennes à l'intérieur de celles du monde paysan et en face des structures de l'État-nation.

l'expérience millénaire de la révolte

Le 24 février 1971, un groupe de paysans Paez (appelés ainsi par les autres,

ils se nomment eux-mêmes dans leur langue : *nasa-nous*, les humains), ethnoculture de la région de Cauca, fonda à Toribio une organisation indienne autonome : le CRIC.

Que les fondateurs soient des Paez, n'était pas le fruit du hasard. Depuis la conquête, tout au long de la colonie et de l'époque républicaine, les communautés paysannes Paez ont toujours défendu leurs territoires et leur culture. La mémoire collective Paez est peuplée d'expropriations, d'occupations de terres, de fuites, de massacres, d'embuscades, d'actions de guerrilla, de « pacifications » et de reconstructions toujours recommandées. Les communautés du Cauca sont directement les héritières des ligues paysannes et des comités d'auto-défense des *resguardos*¹ qui se multiplièrent entre 1930 et 1940. Elles sont les rescapés de l'époque de la violence² et de la destruction des républiques paysannes indépendantes de Marquetalia et de Rio Chiquito³ où de nombreux Indiens Paez avaient trouvé refuge.

Le rétablissement de la paix et de la démocratie en Colombie ouvrit la possibilité de nouvelles voies aux revendications Paez. Les lois, les titres de propriété et les tribunaux existaient. Il était donc possible de tenter une récupération légale des territoires illégalement enlevés aux

Indiens par les colons blancs grands et petits.

les premières armes du CRIC

Dès sa création, la nouvelle organisation trouva des alliés dans toutes les communautés de Huila, Toez, San José et les *resguardos* de Talaga, Balacazar, Santa Rosa, San Andrés et Yaquiva où les paysans indiens avaient été dépossédés de leurs terres fertiles, au début du siècle, par les planteurs de café. Le procédé employé était simple, l'administration déclarait vierge de toute occupation un territoire et le vendait en parcelles à des colons. Ceux-ci se chargeaient de l'élimination des occupants légitimes sous la menace des winchesters. La force du CRIC fut de montrer dès le début sa vocation régionale inter-tribale et de rallier en son sein les communautés non-Paez de la région.

La première victoire fut remportée sur l'évêque de Popayan, Mg Arce Vivas qui s'était approprié à Coconuco des terres appartenant à des *resguardos*. Pendant deux ans (mi-1972 à mi-1974), malgré les interventions de la police, les emprisonnements, les intimidations et les pressions, les familles entières des *resguardos* dépossédés maintinrent coûte que coûte l'occupation des terres. Pendant ce

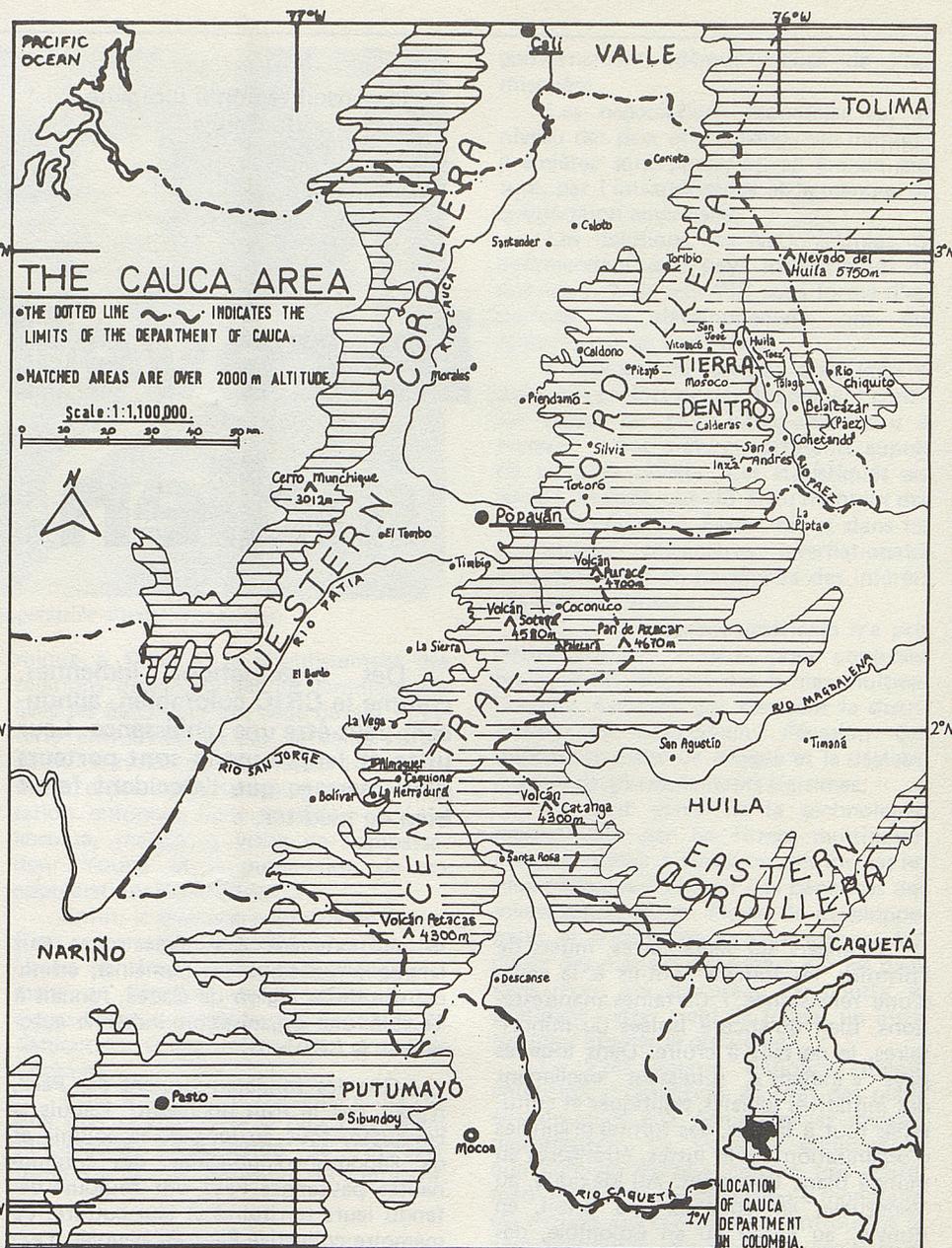
temps, le CRIC engageait une action en justice. Finalement après une interminable procédure, les tribunaux durent trancher en leur faveur. Ce premier objectif avait été très bien choisi, la qualité de l'usurpateur ne rendant pas sa cause très défendable.

Entraînés par cet exemple, les Indiens voisins de Puracé se lancèrent à l'action. Depuis 1960, leurs terres, situées aux pieds d'un volcan d'où la Compagnie Celanese de Colombia (dont 81 % du capital est étranger) extrayait du sulfure, se trouvaient condamnées à la stérilité par la pollution totale des eaux et de l'atmosphère. Les Indiens s'attaquaient ici à la fois à deux adversaires, une entreprise multinationale et la bureaucratie gouvernementale chargée des Parcs naturels INDIRENA. Occupant le site et réclamant des dommages et intérêts, le *resguardo* de Puracé se lança tout à la fois dans une dénonciation du pillage des richesses nationales, une lutte écologique et pour le droit à la terre. Pour la première fois dans l'histoire sociale de cette région, la main d'œuvre non-indienne de la mine s'associa à la bataille du *resguardo* indien. Fin 1974, les journaux de Bogota parlaient à la une de Puracé. Les Indiens remportèrent la victoire.

« il faut leur apprendre le respect »

Les succès de Coconuco et de Puracé, l'importance des revendications du CRIC, l'effet de démonstration dans l'ensemble de la région et l'apparition de nouveaux Conseils régionaux indigènes inquiétèrent les propriétaires fonciers et mirent l'administration gouvernementale dans une impasse. La lutte légale du CRIC auprès des tribunaux pour faire respecter la loi n° 89 de 1890, soutenue par les occupations communautaires des terres, plaçait le pouvoir dans une situation sans échappatoire possible. Aussi, les possédants des terres et les pouvoirs publics n'eurent d'autres recours que la force et le fusil. Les événements sanglants du Cauca font régulièrement depuis les faits divers de la presse colombienne et peuvent être suivis dans le détail à travers la publication du CRIC, *Unidad Indígena* et l'hebdomadaire colombien *Alternativa*.

L'offensive d'intimidation fut intentionnellement sanglante. Le 2 mars 1974, un groupe de tueurs à gages abattait Gustavo Mejía, l'une des figures dirigeantes du CRIC. La police ne bougea pas le petit doigt bien que le nom du commanditaire du crime, le maire de Cornito, ne fut un secret pour personne. Trois jours plus tard, Venancio Taquinaz, un porte-parole Paez de l'organisation était tué à son tour. En juillet une série de meur-



Carte du département du Cauca en Colombie.

tres se produisirent à Caloto, où quatre Indiens du CRIC furent abattus en même temps. De leur côté, une vieille famille de propriétaires, anciens *encomenderos*⁴ de Vitonco, les Mosqueras, procédaient à l'expulsion du *resguardo* des Indiens Gambianos, sur le territoire de leur hacienda de El Chimán. La police prêta main forte et arrêta une trentaine de paysans et de paysannes dont deux moururent de faim en prison. Le sénateur Mosquera Chaux, à la tête de la machine électorale du Parti Libéral au Cauca (l'un des promoteurs de la liquidation de Rio Chiquito en 1964), lança une campagne sur les « manipulations communistes » du CRIC pour modifier les intentions de vote de la paysannerie, traditionnellement libérales. Le CRIC avait en effet appelé à

voter pour un candidat d'une tendance marginale de gauche du Parti Libéral. Comme tout cela ne faisait pas faiblir la combattivité indienne, le gouvernement décréta l'envoi de l'armée. La région passa sous juridiction militaire et la zone fut entièrement quadrillée. Les *cabildos* de Torribio et de San Francisco furent occupés en permanence et tous les *Resguardos* mis sous surveillance militaire. A partir de ce moment, les assassinats, les arrestations et les tortures ne cessèrent pas. Cela continue aujourd'hui. Le 2 février 1977, Justiniano Lame était arrêté à San Ignacio et « suicidé » dans sa cellule. Le 7, le CRIC appela les Indiens à un meeting à Popayan pour obtenir la remise du corps. La ville fut mise en état de siège, les camions de paysans intercep-

tés et tous les locaux du CRIC saccagés. Le président du CRIC, Marcos Avirama, fut arrêté et détenu au QG de l'armée. Les propriétaires fonciers et leurs amis de l'administration gouvernementale mettaient en pratique les phrases entendues en d'autres lieux : « *il faut apprendre à vivre à ces macaques* », « *la seule chose à faire est d'en descendre quelques-uns pour que les autres apprennent le respect* ».

ils remettent trop de choses en question

Depuis sa naissance, le CRIC a toujours maintenu la même ligne d'action : défendre les droits des Indiens à la propriété collective de leurs terres (*resguardo*), leur forme de gouvernement local (*cabildo*) et leurs traditions culturelles (langues, modes de vie) à l'aide d'une organisation autonome, à la fois politique, syndicale et culturelle, intégrée à la lutte de l'ensemble du peuple colombien. Revendiquer la Différence en poursuivant des objectifs communs lorsque cela est possible. Pour les Indiens du CRIC, revendiquer la terre n'est pas plus important que revendiquer une identité et un mode de vie. Terre, écologie, culture ne sont que les visages d'une même réalité. Les conclusions des différents congrès du CRIC sont révélateurs à ce sujet : la lutte pour la terre et le statut des paysans indiens, métis ou blancs est mise au même plan que la défense des traditions. L'action unie des activistes du CRIC et des shamans vise l'initiation aux mythes traditionnels, l'enseignement oral, les chants et l'usage des plantes médicinales. Les langues vernaculaires doivent être enseignées dans les écoles au même titre que l'espagnol. Chaque *Resguardo* doit créer un dispensaire combinant médecine occidentale et traditionnelle, un groupe musical et développer les systèmes d'entraide hérités du passé. La culture de la Coca doit être strictement consacrée à l'usage shamanique indien et la vente en sera refusée aux blancs qui n'en connaissent qu'une utilisation mercantile et détournée.

Cet ensemble de revendications plus pour une manière de vivre, un écosystème et un type de société que pour des objectifs économiques précis gâtèrent les relations entre le CRIC et le Syndicat paysan auquel il appartenait, l'ANUC (Association nationale des usagers paysans), à travers le secrétariat indigène de cette organisation. Après trois ans d'idylle apparente, les choses empirèrent après le 3ème congrès du syndicat en 1974. La direction de l'ANUC commença à parler « *d'irresponsabilité* », « *d'opportunisme indigéniste* » et « *de tendances anar-*

chistes ». Elle tenta sans succès d'éliminer le CRIC du secrétariat indigène. La bataille peut être suivie de près avec la polémique entre le journal de l'ANUC *Carta Campesina* et *Unidad Indígena*. Le 28 août 1977, le CRIC organisa un grand meeting à San Andrés de Pisimbala où il affirma le caractère non raciste de ses objectifs, l'union de sa lutte avec tous les paysans colombiens, tout en revendiquant le droit à la différence et à une vision de l'univers spécifiquement indienne. En octobre, en réponse, l'ANUC, plus ou moins bureaucratiquement contrôlée par l'ORP (Organisation Révolutionnaire du Peuple) appela à une manifestation de masse à Corinto, en pleine région indienne, espérant faire désavouer le CRIC par sa base. Ce fut le contraire. Toutes les tentatives pour intégrer ou isoler le mouvement indien avaient échoué.

Le CRIC s'affirme « *en conflit ouvert avec le dogmatisme, le sectarisme, l'avant-gardisme qui ont fait tant de mal au mouvement révolutionnaire colombien* ». Selon lui, la seule forme d'unité, capable de résister à la répression et de s'adapter aux nécessités pratiques de la lutte, réside dans l'unité des différences et le respect mutuel. Ceci découle en droite ligne de la tradition indienne, peu propice à saisir les subtilités des textes « sacrés » politiques, fondée sur le respect de ceux qui sont différents, la non-coercition et l'harmonie de l'homme avec son milieu.

Ces péripéties illustrent malheureusement l'incapacité actuelle de la plupart des organisations syndicales et politiques latino-américaines à concevoir d'autres

formes d'action, d'organisation et de société, capables de rendre compte de la diversité culturelle.

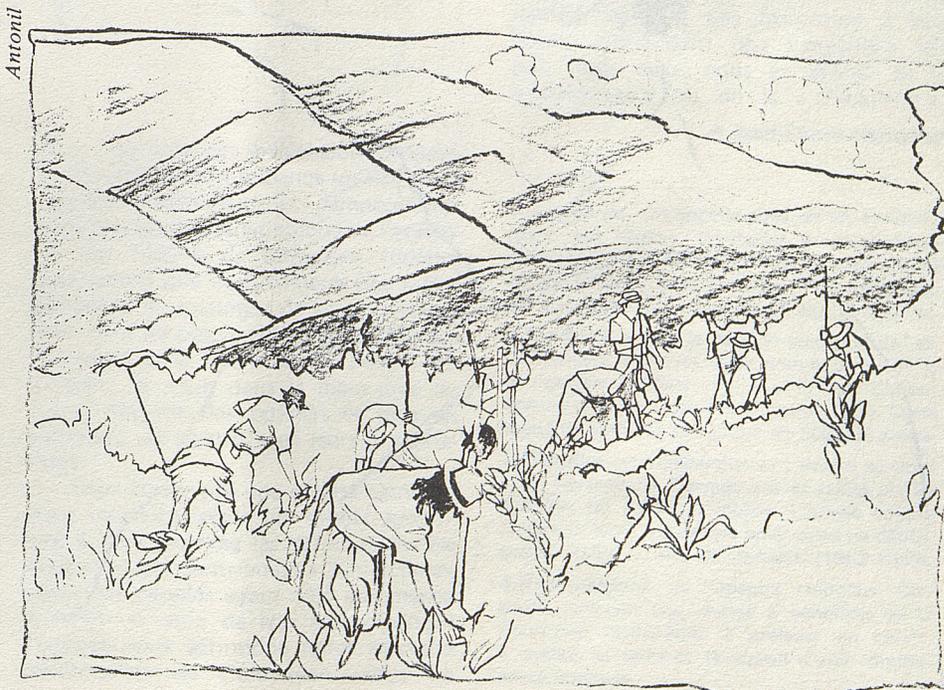
le manifeste du CRIC

Au cours du 3ème congrès de l'ANUC (1974), à travers le secrétariat indigène, le CRIC rendit public un manifeste définissant ses objectifs et sa tactique. Écoutons-le :

« **Nous sommes des paysans.** Malgré de grandes différences entre les structures économiques des différentes nations indiennes et leurs niveaux variables d'intégration dans l'économie dominante, nous sommes dans notre grande majorité des paysans tirant de la terre leurs moyens d'existence. Aussi avons-nous les mêmes problèmes et les mêmes revendications que les autres secteurs de la paysannerie. En particulier, la récupération et la défense de nos terres, la lutte contre les intermédiaires, le besoin du crédit et d'assistance technique. Comme les autres paysans, nos ennemis sont les grands propriétaires, les banques, les trafiquants et les organismes de l'État et de l'église qui les servent. Indiens, nous sommes conscients des liens qui nous unissent aux autres paysans et aux exploités. C'est pourquoi, au cours des dernières années, nos luttes se sont inscrites dans le mouvement paysan et ses organisations. Nous sommes convaincus que notre place est au sein de l'ANUC qui exprime le plus les espoirs et les besoins des pauvres.

En tant qu'Indiens, nous avons de

Le travail collectif de la communauté



surcroît des caractéristiques spécifiques, nos communautés ayant leurs racines sur cette terre, dans la majorité des cas, bien avant l'arrivée des Espagnols. Notre histoire se traduit par des caractères économiques, politiques et culturels originaux dont nous devons tenir compte. Cette observation n'est pas faite ici pour nous justifier ou pour faire bande à part, mais parce que nous pensons que le mouvement indien est capable de donner un plus grand dynamisme à la lutte paysanne et d'accroître l'effort de libération des exploités de Colombie.

Pour nous Indiens, la terre n'est pas seulement un moyen de travail et de subsistance. Elle est au centre de toute notre existence, la racine de notre vie, la base de notre organisation sociale et la source de nos traditions et de nos coutumes. Les communautés indiennes ont leurs propres

pratiques du travail et de la propriété de la terre, enracinées dans la tradition. Malgré toutes les tentatives, au cours des siècles et encore aujourd'hui, de nous les extirper, elles sont toujours un élément essentiel de notre conception de l'univers et sont présentes dans les luttes que nous menons. Comme tous nos camarades paysans, nous luttons pour la récupération de nos terres. Mais tant pour les méthodes que pour l'usage des terres reconquises, cette lutte se fait à notre manière. Certains secteurs de la paysannerie pensent légitimement avoir des conceptions individualistes de la propriété et du travail. Nous, c'est différent, notre conception est communautaire. Il n'y a là pour nous aucune invention nouvelle, mais un élément fondamental et permanent de notre être.

Tout comme notre conception de la

vie est déterminée par notre **rapport avec la nature**. Toutes les communautés indiennes ont établi depuis toujours des rapports pacifiques et harmonieux avec la nature qui leur ont permis de survivre et de s'épanouir. La pression extérieure de la « civilisation » a modifié par la force les comportements de certains, mais l'idée de détruire et d'exploiter honteusement la nature est complètement étrangère à notre mentalité.

Bien que la **pénétration incessante** de la culture et des formes d'organisation de nos exploités affecte relativement notre mode de vie, nous gardons, différemment selon les nations, l'organisation de nos sociétés, notre système de gouvernement, notre langue et les croyances héritées de nos ancêtres. Ces traits sociaux et culturels n'ont pas survécu par inertie mais grâce à une lutte incessante contre le colonisateur, qui a coûté la vie aux meilleurs d'entre nous et a obligé des groupes entiers à émigrer dans des régions inhospitalières pour échapper à la destruction. Notre passé de lutte, notre mémoire, sont le ciment de la cohésion et de l'unité de nos communautés, et peuvent devenir un facteur de victoire dans les combats à venir. Des groupes indiens ont réussi, dans un passé récent, à contenir l'avance de la grande propriété, du capital et même de l'impérialisme étranger, quand d'autres secteurs connaissaient la défaite.

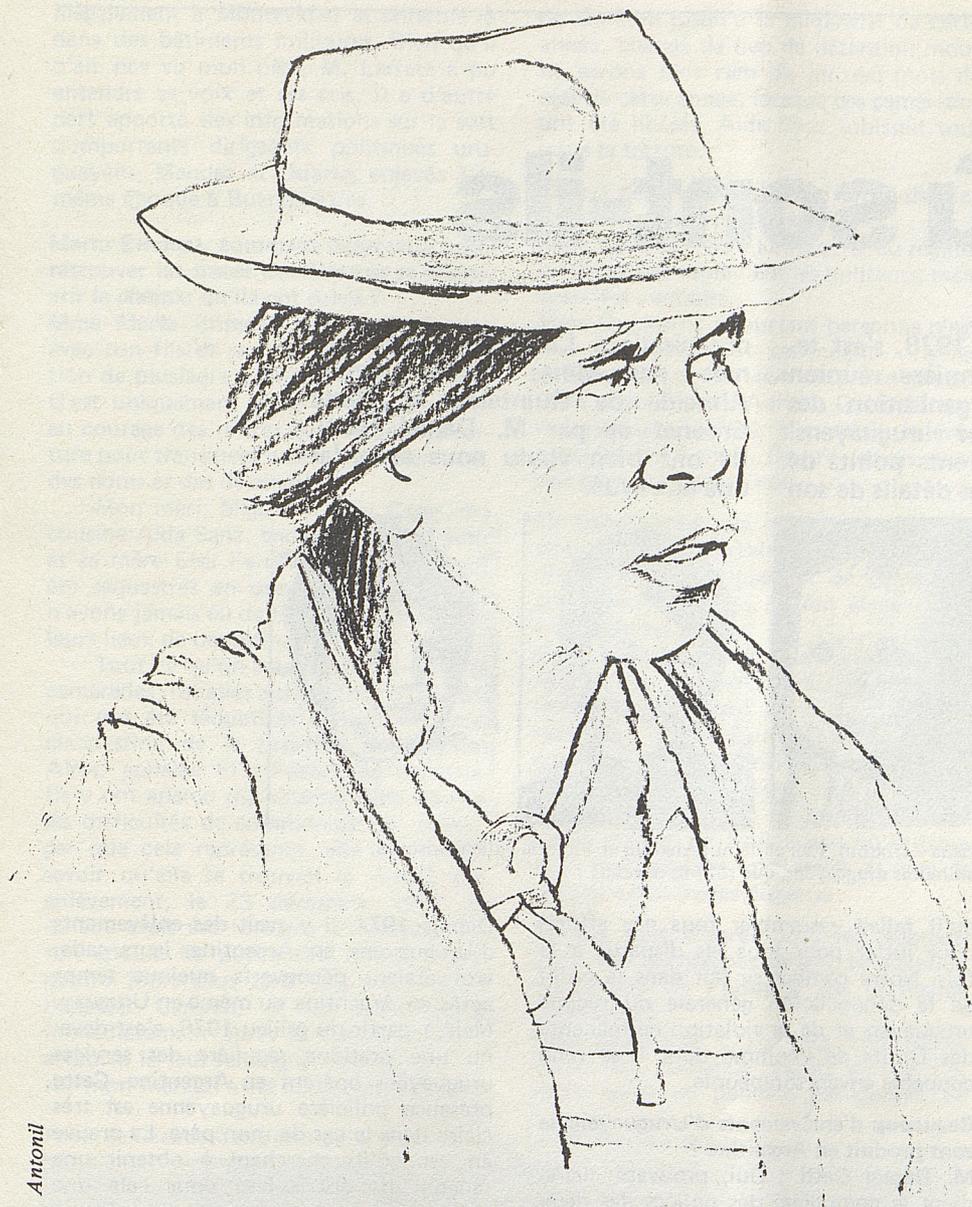
Pour nous, le **concept de culture** est fondamental. Il n'est pas la somme de ses éléments : langue, mythe, coutumes, musique, etc. Il est une référence globale de notre existence dont la terre est la base, à la source de notre système de gouvernement et d'organisation sociale et donne à l'ensemble cohésion et perspectives d'avenir.

De nombreux secteurs de la société pensent que le mouvement indien n'est que défensif, qu'il est tourné vers le passé et condamné au nom du « progrès ». Si certaines luttes indiennes ont eu jadis ce caractère, elles n'en ont pas été moins positives pour les coups infligés à l'ennemi et la préservation des noyaux de résistance. Les actions récentes ont définitivement changé de perspective. Il ne s'agit plus de réaction contre l'extinction, mais de croissance et de développement dans la perspective d'une société nouvelle que nous espérons bâtir avec les autres opprimés. Les revendications indiennes ont joué un rôle décisif dans les luttes récentes pour la qualité des causes défendues : récupération des terres, élargissement des titres de garantie, création de *resguardos*, renforcement des *cabildos* et des autres formes de gouvernement indien, résistance à la pénétration culturelle. La tradition a été vivifiée par l'extérieur et le mouvement indien apporte sa part dans les luttes des paysans et du peuple colom-

Homme Paez

Antonil





Antonil

Femme Paez

bien. D'autres organisations indiennes ont vu le jour et ont dynamisé la lutte : le CRIVA (Conseil régional indigène du Vaupès) ou l'UNDICH (Union des Indiens du Choco). Notre objectif est la création d'une organisation indienne à l'échelle nationale, qui puisse dans l'ANUC coordonner les actions de ce secteur spécifique. Nous ne voulons pas d'une unité forcée, verticale, qui ferait fi des grandes différences qui existent entre les groupes, tribus et nations. Nous revendiquons et sommes conscients de la diversité de notre situation et de nos problèmes. C'est pourquoi nous attribuons une grande importance à nos réunions pour partager nos expériences, analyser les solutions possibles et nous entre-aider. Nous sommes convaincus que notre tâche actuelle est d'œuvrer à l'organisation des Indiens dans chaque région tout en renforçant

notre coordination à l'échelon national. Toute organisation indienne unifiée devra exprimer fidèlement et démocratiquement les besoins et les espoirs de l'ensemble des Indiens de Colombie. Indiens, nous savons que nous sommes une minorité parmi les exploités de ce pays et que seuls nous ne pouvons rien. Nous voulons collaborer à la libération du peuple colombien, la main dans la main avec les autres paysans, les ouvriers et tous les exploités, en accord avec leurs organisations.

Pour construire une **société nouvelle**, nous estimons avoir un apport spécifique à faire, comme les autres minorités nationales qui contribuent à la marche en avant des peuples ayant déjà commencé à ouvrir la voie de leur émancipation. Lorsque nous affirmons notre nouvelle personnalité de Colombien, nous ne

cessons pas pour autant d'être Indien, nous qui avons, au prix de souffrances et de persécutions, gardé nos racines. »

le message

Les mouvements indiens dans les différents pays ont en commun de nombreux éléments. Ils se traduisent par une expression politique autonome, une relation originale à la terre, une conception commune des rapports de l'univers et de l'homme et l'affirmation absolue du droit à la singularité et à la différence. Pour le CRIC, comme pour les autres, les objectifs précis de la lutte dessinent un projet de société, considéré comme un apport, un enrichissement et un cadeau à la lutte d'ensemble des exploités. Les moyens utilisés sont indissolublement mêlés aux fins poursuivies et à leur conception globale de l'homme.

L'objectif global, c'est déjà une caricature, est une société pluri-culturelle de type autogestionnaire, fédération de petites unités régionales à taille humaine et différenciées. On se trouve ici en face d'un modèle qui se refuse à en être un, d'un type de développement fondé sur une relation différente à la nature, au travail et au pouvoir.

Les Indiens du CRIC, et les autres, affirment que la « Civilisation » n'existe pas, mais seulement des civilisations. Ils proclament que la négation de l'autre ne mène qu'à une logique de la destruction et à la négation de soi. La civilisation industrielle pourrait utilement méditer ce message. Il n'y a là ni refus de la technologie, ni nostalgie d'un âge d'or. Développement, progrès, qualité de la vie et humanité ne sont pas forcément à leur bonne place dans nos « mythes » (eh oui, nous aussi nous en avons) de la « croissance » ou de la « révolution ».

■ Jean-Pierre Hermano

1. *Resguardo*. On appelle ainsi les terres constituant une réserve, attribuées à une communauté indienne par la loi 89 promulguée en 1890. Chaque communauté d'un *resguardo* est gouvernée par un collectif élu, le *Cabildo*.

2. On qualifie ainsi la période sanglante de l'affrontement entre les deux grands partis de la bourgeoisie, le Parti Libéral et le Parti Conservateur. L'année la plus terrible fut 1955. Cette vague de violence fit autour de 300.000 morts.

3. *Républiques indépendantes* : situées au nord et au nord-est de Tierradentro et créées par les guerillas du P.C. Colombien. L'armée colombienne et leurs conseillers américains les détruisirent après 3 ans de combat (1962-1965).

4. *Encomendero*. A l'époque coloniale, personne recevant une charge à bénéfices de la Couronne l'autorisant à prélever un impôt, à utiliser la terre et le travail d'une communauté indienne.

où sont-ils

Le 1er Octobre 1978, s'est tenue à Paris la première réunion constitutive de l'organisation des parents de disparus uruguayens. Elle a fixé les différents points de son programme et les détails de son

organisation. La réunion était animée par Mmes Maria Carmen Almeida de Quinteros et Marta Ensenat et par M. Daniel Gatti. Ils ont bien voulu nous accorder une entrevue.



Simon Riquelo, 20 jours ; Mariana Zaffaroni, 1 an et demi ; Anatole et Victoria Julien Grisonas, 4 ans et 1 an ; enlevés par les militaires uruguayens, que sont-ils devenus ?

Comment l'idée de créer une organisation des parents des disparus a-t-elle vu le jour ?

Mme Quinteros : En février dernier, nous avons été un groupe de dix familles à aller à Genève parler avec les représentants des différents pays de la Commission des Droits de l'Homme des Nations-Unies pour les informer de la situation uruguayenne et faire passer le cas de l'Uruguay devant la commission. Nous avons réussi. Cette expérience a été le germe de l'AFUDE. Nous avons pris conscience qu'il était important de s'organiser et de réunir nos efforts pour être plus efficaces.

Comment les autres familles ont-elles accueilli l'initiative ?

Mme Quinteros : Avec beaucoup d'enthousiasme. Tous ont répondu à notre convocation. Beaucoup ont fait un long voyage pour venir avec les sacrifices que cela représente. Ceux qui n'ont pas pu venir nous ont fait parvenir leurs adhésions.

Les disparus appartiennent aux différents groupes de la gauche uruguayenne, l'AFUDE les représente tous sans exclusion...

Mme Quinteros : Oui, dès le début, l'initiative a été unitaire, tout le monde s'est retrouvé dans notre tâche de dénonciation et de solidarité. Nous avons compris

qu'il fallait rassembler tous nos efforts pour lutter pour tous les disparus à la fois. Notre combat se fait dans le cadre de la dénonciation générale du régime uruguayen et de la violation permanente des Droits de l'homme dont il se rend coupable envers son peuple.

Beaucoup d'enlèvements d'Uruguayens se sont produits en Argentine ?

M. Daniel Gatti : Oui, prouvant clairement la complicité des polices des deux pays. Il y en a eu aussi au Paraguay avec la participation des services de sécurité uruguayens.

Le cas de votre père, Gerardo Gatti, étant donné sa qualité de dirigeant politique, a eu plus de répercussion internationale que d'autres. Des témoins ont rapporté la présence d'agents de sécurité uruguayens dans sa prison ?

M. Daniel Gatti : Le cas de mon père est inséparable de celui de tous ceux qui ont disparu en Argentine à ce moment-là. Mon père a été enlevé à une époque particulièrement répressive contre les Uruguayens résidant en Argentine. C'était un mois après l'assassinat de Michellini, de Gutierrez Ruiz et des époux Whilaw-Barrero. Il y eut alors une vague de disparitions de compatriotes en Argentine.

Il y avait déjà eu des disparitions avant juin 1976 ?

Depuis 1974, il y avait des enlèvements d'Uruguayens en Argentine, leurs cadavres étaient découverts quelque temps après en Argentine ou même en Uruguay. Mais à partir du milieu 1976, c'est devenu une pratique régulière des services uruguayens opérant en Argentine. Cette présence policière uruguayenne est très claire dans le cas de mon père. La preuve en est qu'ils cherchent à obtenir une rançon. Ils ont enlevé pour cela une autre personne, M. Washington Perez, afin qu'il serve d'intermédiaire entre le parti de mon père et les militaires. Pendant un mois, M. Perez a été transporté d'une prison à une autre, chaque fois où se trouvait mon père. Il a pu le voir, constater des traces visibles de tortures et parler avec lui. Les militaires les ont pris ensemble en photo pour prouver que mon père était toujours vivant. Son témoignage a été publié dans le monde entier accompagné de la photo. Cela constitue une preuve irréfutable de la cruauté et du degré de corruption des militaires uruguayens. Par ailleurs, M. Rodriguez-Larreta, un journaliste uruguayen séquestré à Buenos-Aires alors qu'il tentait de retrouver son fils, a été libéré quelques mois plus tard (décembre 1976) à Montevideo. Le témoignage qu'il a donné, ici en Europe, a pour nous beaucoup de valeur. Avec un groupe de disparus uruguayens, il a été transféré

illégalement à Montevideo et enfermé là dans des bâtiments militaires. Bien qu'il n'ait pas vu mon père, M. Larreta a pu entendre sa voix et ses cris. Il a d'autre part apporté des informations sur le sort d'importants dirigeants politiques uruguayens, Mendez et Duarte, enlevés à la même époque à Buenos-Aires.

Marta Ensenat, comment faites-vous pour retrouver les traces des disparus et découvrir le chemin qu'ils ont suivi ?

Mme Marta Ensenat (réside en France avec son fils et sa mère, après la disparition de plusieurs membres de sa famille) : C'est uniquement grâce à la solidarité et au courage des nôtres qui risquent la torture pour transmettre des renseignements, des noms et des destinations.

Mon mari, Miguel A. Rio Casas, ma cousine Aida Sanz, enceinte de neuf mois et sa mère Elsa Fernandez de Sanz, ont été séquestrés en décembre 1977. Nous n'avons jamais eu de réponse officielle sur leurs lieux de détention.

Tout ce qu'on a pu savoir est venu de camarades, réfugiés aujourd'hui en Suède, qui ont été séquestrés dans une prison clandestine de la province de Buenos-Aires, appelée El « Pozo » de Quilmes. Ils y ont aperçu ma cousine Aida. Malgré les difficultés de communication, le danger que cela représente, elle leur a fait savoir qu'elle se trouvait là depuis son enlèvement, le 23 décembre 1977, et qu'elle avait été torturée en présence de son époux. Sa petite fille devait naître quatre jours plus tard (elle avait pensé l'appeler Carmen) et lui être enlevée immédiatement après la naissance. Aida a fourni le seul renseignement que j'ai eu sur mon mari. Il a été détenu au « Pozo »

de Quilmes jusqu'à la mi-janvier de cette année, changé de lieu de détention, nous ne savons plus rien de lui. Au mois de mai de cette année, lorsque ces camarades ont été libérés, Aida Sanz subissait toujours la torture.

Le cas de la petite Carmen est le dernier cas connu d'enfant disparu ?

Mme Ensenat : Oui. La férocité du régime n'atteint pas seulement les militants, mais aussi leurs enfants.

Mme Quinteros : Pourtant personne n'est plus innocent ! Et cependant... Ils les enlèvent et on ne sait plus rien d'eux. C'est aussi le cas d'Adriana Gatti, 17 ans, presque une enfant elle aussi, enlevée enceinte de 8 mois. On n'a jamais su si son bébé était né ou non.

Ne pensez-vous pas qu'après les dénonciations internationales du transfert des disparus, la tendance est de garder les prisonniers dans des prisons clandestines en Argentine ?

Mme Ensenat : Exact. Je crois que c'est la tactique actuelle. Nous connaissons trois « pozos » dans la province de Buenos-Aires. Il y en a un à Quilmes, il y en aurait un autre à Banfield et le troisième, place de la Constitution, dans la capitale fédérale. Le « puits » de Quilmes est une vieille maison de trois étages où se trouvent huit cellules par étage. Il y a là plusieurs camarades disparus.

Quelles sont d'après vous les répercussions des campagnes contre la violation des Droits de l'homme par le régime uruguayen ?

Mme Quinteros : Ils sont très fâchés qu'on leur demande : « Où sont-ils ? », parce qu'ils ne peuvent pas donner de

réponse sans reconnaître qu'ils ont violé les Droits de l'homme : transfert clandestin, détention illégale, silence officiel, refus d'habeas corpus. L'Uruguay est inquiet de la détérioration de son image internationale et des questions que lui posent même le Congrès américain ou la Commission des Droits de l'homme de l'ONU ou l'OEA. Le Venezuela s'est opposé à ce que la réunion annuelle de l'OEA se fasse en Uruguay, la majorité des États membres ont appuyé ce refus. Bien sûr le Venezuela a rompu ses relations diplomatiques avec l'Uruguay...

Mme Quinteros, pourquoi le Venezuela a-t-il rompu ses relations diplomatiques avec l'Uruguay ?

Mme Quinteros : Parce que la police a pénétré dans les jardins de l'ambassade du Venezuela, y a enlevé ma fille Elena, en agressant deux fonctionnaires vénézuéliens qui tentèrent de la protéger. Elena avait été arrêtée quatre jours avant. Ayant été torturée, elle fit semblant de vouloir collaborer et déclara avoir un rendez-vous à un coin de rue. Elle y fut conduite par ses tortionnaires et laissée en « liberté ». Elle s'était fait conduire à quelques mètres de l'ambassade du Venezuela. Elle sauta la grille, donna son nom et demanda asile. Le Venezuela ne renouera pas de relations diplomatiques tant qu'Elena n'aura pas réapparu.

Tout le monde se pose la même question, la réponse est pour vous vitale, les disparus sont-ils toujours vivants ?

Mme Quinteros : Nous pensons aujourd'hui qu'ils le sont. Ce n'est pas seulement l'espoir de retrouver les êtres chers qui me fait répondre cela. M. Prim, dont l'opinion est fondée, chargé pendant plusieurs années du haut commissariat pour les réfugiés des Nations-Unies à Buenos-Aires fait la même réponse. C'est aussi l'opinion de Me J.L. Weil, qui a été plusieurs fois à Montevideo pour des missions. Plusieurs éléments renforcent ces opinions. La mission du Secrétariat international des Juristes pour l'Amnistie en Uruguay (SIJAU), à laquelle participaient Mes Weil, Goldman et Borjckman, a obtenu une réponse officielle sur la détention en prison de plusieurs disparus, comme M. Roger Julien qui avait été enlevé avec sa famille en septembre 1976. Par ailleurs, nous avons les témoignages des libérés des « puits ».

Ils sont vivants ! Mais les conditions que leur fait endurer le régime sont terribles. C'est pourquoi nous devons agir de la manière la plus efficace possible pour informer l'opinion publique internationale, aider les démarches des parents en Uruguay et en Argentine, empêcher l'impunité de la dictature et les sauver.

**Propos recueillis
par Mariana MELO**

Photo de Gerardo Gatti, prise par la police dans un lieu de détention clandestin.



afro-américains oui, mais blancs

Par-dessus l'Atlantique, d'étranges amitiés et de nouvelles parentés se manifestent. Régimes racistes d'Afrique australe et dictatures du Cône sud-américain découvrent leurs affinités.

« Je connais l'Afrique. Pas celle de Bokassa ou d'Idi Amin Dada. L'an dernier, nous avons visité, ma femme et moi, un pays formidable... l'Afrique du sud ». Ces propos ne sont pas ceux d'un homme d'extrême droite. Ils m'ont été tenus par un compatriote, un Argentin, appartenant à ces classes moyennes qui voyagent toujours à l'étranger (à crédit, grâce à l'inflation qui diminue la valeur des mensualités). Ils traduisent une réalité : du côté du Rio de la Plata, le seul pays à peu près connu du continent noir est précisément celui de l'apartheid. Le reste c'est l'Afrique, « sauvage et mystérieuse », vaguement inquiétante. D'ailleurs, certains Argentins ne sont guère différents, par leur racisme allant de soi, des colons blancs du Transvaal. A cela près qu'en Argentine, il n'y a pas (ou plus, devrait-on dire) de Noirs.

les amitiés particulières

Vieille valeur idéologique de l'oligar-



B.I.T.

L'apartheid sera-t-il exporté dans le Cône Sud ?

chie argentine, la supériorité du Blanc, de « l'Européen », est intériorisée par la petite bourgeoisie et au-delà, par les classes populaires. Ailleurs en Amérique latine, on retrouve ce sentiment, à des degrés divers, y compris dans des pays à fort peuplement indien ou noir (voir Urgent Amérique Latine, numéro 6). On comprend — d'autant que les médias ne font rien pour y remédier, au contraire — que l'indifférence et l'ignorance soient la règle vis-à-vis de la situation en Afrique australe. Quand il ne font pas place, dans les classes dominantes, à une sympathie plus ou moins ouverte à l'égard des régimes racistes de Pretoria et Salisbury.

Cet arrière-fond permet de comprendre la surprenante facilité avec laquelle l'Afrique du Sud a pu se rapprocher, dans les années soixante-dix, et tout particulièrement depuis trois ans, des régimes militaires latino-américains. Cherchant à briser un isolement croissant, le gouvernement sud-africain a mené avec succès une offensive diplomatique globale en direction des capitales latino-américaines. Pretoria, qui n'entretenait des relations diplomatiques à part entière qu'avec Buenos-Aires et Brasilia en 1965, a aujourd'hui des ambassades dans une dizaine de pays du continent américain. Mieux, la coopération économique s'est renforcée : les Sud-Africains se sont associés à de nombreux projets, essentiellement miniers en Amérique Latine, et ils ont su se montrer généreux à l'égard de petits états comme la Bolivie et le Paraguay. Des missions économiques et commerciales ont traversé l'Atlantique dans les deux sens. Le fait qu'on envisage maintenant en Bolivie, mais aussi en Uruguay et semble-t-il en Argentine, des projets d'immigration massive de colons sud-africains ou rhodésiens, témoigne de la chaleur des rapports de part et d'autre de l'Atlantique sud.

Les dirigeants sud-africains ont aussi cherché à concrétiser un vieux rêve, la création d'une véritable alliance, politique et militaire, dont le fondement serait l'anti-communisme et la défense de l'ordre établi. Depuis 1957, ils l'avaient proposée à plusieurs reprises, et sous diverses formes, à l'Argentine et au Brésil (ainsi qu'à la Grande-Bretagne et au Portugal, alors puissance coloniale) sans obtenir de réponse positive. Ils ont été à deux doigts de réussir, en 1976, tout de suite après le coup d'état qui a porté Videla au pouvoir en Argentine. On a beaucoup parlé alors d'une OTAS (Organisation du traité sur l'Atlantique sud) regroupant Afrique du Sud, Argentine, Brésil et d'autres pays du continent.

Se posant en ultime bastion occiden-



B.I.T.

Lira-t-on un jour des panneaux semblables dans les gares argentines ou chrétiennes ?

tal face au « communisme international » (représenté en l'occurrence par l'Angola et le Mozambique « marxistes », la guérilla du Front patriotique, Cuba et l'URSS), les dirigeants sud-africains ont rencontré des échos enthousiastes parmi les militaires latino-américains. Défenseurs de l'Occident, n'ont-ils pas, eux aussi, à lutter contre la « subversion communiste » ? Principales intéressées, les marines étaient loin d'être les moins ferventes. D'ailleurs, aux manœuvres navales UNITAS, des officiers de liaison sud-africains étaient régulièrement invités. Si le projet a finalement été gelé, c'est semble-t-il en raison des pressions de Washington et surtout des hésitations brésiliennes.

le calcul de Brasilia

Plus que par manque d'affinités avec Pretoria, les dirigeants du Brésil ont refusé de s'engager dans cette voie au nom de leurs intérêts à long terme. Plus à l'aise que les autres dictatures, le gouvernement de Brasilia mise sur les marchés d'Afrique noire pour l'avenir. Mettant en avant ses capacités technologiques, mais aussi son héritage culturel, noir et portugais, et son appartenance au Tiers Monde, le Brésil s'est implanté au Nigéria, géant du continent, en Angola, dès l'arrivée de Neto au pouvoir et il a des visées sur le Zaïre... Autrefois premier partenaire commercial, l'Afrique du sud n'est plus qu'au cinquième rang des clients de Bra-

silia en Afrique. Si cette évolution se poursuit, elle ne manquera pas, par l'irruption d'une autre réalité africaine, d'avoir des conséquences au plan intérieur, notamment sur la place des Noirs dans la société brésilienne. Des conséquences qui pourraient surprendre les instigateurs de la nouvelle politique africaine de Brasilia. Pour l'heure, la défection brésilienne marque les limites de la percée sud-africaine en Amérique Latine. Mais l'impasse namibienne et les difficultés de M. Smith en Rhodésie renforcent, aux yeux de Pretoria, le besoin de chercher de nouveaux appuis.

L'arrivée au pouvoir de M. Botha en remplacement de M. Vorster pourrait entraîner, parmi d'autres changements de la politique sud-africaine, le passage à une nouvelle diplomatie vers l'Amérique latine. Sans renoncer à leurs ambitieux objectifs, les dirigeants sud-africains seraient partisans d'une approche plus sélective, centrée sur le cône sud, en cherchant à profiter des contradictions entre les différents régimes.

Face au Brésil qui joue Lagos plutôt que Pretoria, l'Afrique du sud pourrait miser sur Buenos-Aires. Si les militaires argentins, qui veulent se donner une image de marque plus amène, refusaient, Pretoria pourrait se tourner vers le Chili. Après Itaipu, le Beagle ? Les querelles, ne manquent pas en tout cas qui pourraient être ainsi utilisées. Cette stratégie, qui exige une grande habileté et beaucoup de discrétion, gagne des adeptes en Afrique du sud.

■ Jean-Louis BUCHET

san antonio aguas calientes

On pense d'abord avoir reculé de quelques siècles. Au pied des petites montagnes rondes, au centre de l'esplanade, la vieille église, coloniale et baroque, défie San Pedro le volcan ténébreux. A l'ombre du lavoir, riant à voix flûtées, des femmes battent le linge. Comme avant. Comme toujours. Comme aux siècles passés.

Rien n'a changé à San Antonio Aguas Calientes.

Puis on se dit qu'on a effectivement remonté le passé. Dans des intérieurs modestes et pénombreux, d'autres femmes s'affairent. Rouges Indiennes, filles Mayas. Leurs « huilpils » sont identiques à ceux que portaient leurs mères,

leurs lointaines ancêtres. Tissés avec un soin méticuleux, ils perpétuent la tradition. Rouges Indiennes, filles Mayas. Rien n'a changé à San Antonio Aguas Calientes.

Alors on remercie le ciel et on s'émerveille devant cette tranche de vie jalousement préservée, coupée du temps moderne et de sa déraison. Sur l'antique métier, à gestes lents et séculaires, une Indienne tisse. Chaque dessin, chaque couleur ont une signification philosophique et profondément religieuse. Divinités du ciel, des montagnes et des volcans. Décidément, rien n'a changé à San Antonio Aguas Calientes.

C'est alors que distraitemment, presque

par hasard, on passe le doigt sur le matériau tendu entre les montants du métier. Les fils sont en fibres synthétiques.

Made in U.S.

■ Maurice LEMOINE

EL CONDOR

Mexico : 2.560 F A/R
Bogota : 3.170 F A/R
Rio : 3.750 F A/R
Quito : 3.375 F A/R

Carnaval Bahia/Rio
+ hôtel : 6.500 F

Croisières Galapagos

brochure détaillée
sur demande.

• Départs :
Bruxelles Luxembourg

28, rue Delambre
75014 Paris - 322.30.26/42.

Prix annuel S.I.P. Mergenthaler Les journalistes disparus le recevront-ils un jour ?

La presse muselée ! La presse assassinée ! Peut-on parler en d'autres termes de la presse en Argentine ? Devenue une des cibles de choix de la répression depuis le coup d'État militaire du 24 mars 1976, la presse argentine vit actuellement de bien tristes moments. Le jour même du putsch, la junte argentine limitait, par une série de décrets, la liberté d'expression : la « diffusion massive de l'opinion directe de personnes non qualifiées ou sans autorité spécifique pour se prononcer » était alors interdite, tout comme la diffusion des opinions de la grande majorité des Argentins sur les mesures gouvernementales, sur la situation générale du pays ou sur les prix aux consommateurs.

UN PRIX DÉCERNÉ PAR LA SOCIÉTÉ INTERAMÉRICAINE DE PRESSE AUX JOURNALISTES ARGENTINS VICTIMES DE LA RÉPRESSION A PROVOQUÉ DES REMOUS PARMIS LES AUTORITÉS DE CE PAYS.

Par tradition, la presse argentine a toujours accompli son rôle d'information et de communication. Au-

jourd'hui celle-ci n'est plus que l'expression du gouvernement militaire. C'est cette triste réalité qu'a constatée la délégation de la Société Interaméricaine de Presse - SIP - lors de son séjour en Argentine. Le rapport, préparé par Edward Seaton de la Seaton Publishing Co. de Manhattan, au Hansas, et par Ignacio Lozano du journal *La Opinion de Los Angeles*, fait état de personnes disparues, détenues ou mortes en Argentine, parmi lesquelles il y a de nombreux journalistes, et de la fermeture ou de la suspension provisoire, depuis mars 1976, de plus de soixante publications. Ce rapport souligne de même que la plupart de la presse argentine accepte la censure imposée directement ou indirectement par le gouvernement militaire. A la suite de ce rapport, la SIP, organisme qui regroupe les plus importants journaux des États-Unis et de l'Amérique Latine, a décerné son prix annuel, SIP-Mergenthaler, aux journalistes « victimes de la situation régnant en Argentine »¹. Réunis à Miami au début du mois d'octobre lors de la XXXIV^e Assemblée annuelle, les journalistes du continent américain ont voulu rendre hommage aux journalistes morts, portés disparus ou bien souffrant l'emprisonnement et la persécution

pour avoir défendu la liberté de presse.

Monsieur Jean-Maurice Hermann, ancien président de l'Organisation Internationale de Journalistes, disait en 1966 que « pour un journaliste, la liberté est ce qui lui garantit la possibilité non seulement d'exercer sa profession pour gagner sa vie, mais aussi d'accomplir sa mission sociale. Il doit avoir la possibilité d'informer honnêtement, d'éduquer et de distraire ses lecteurs et d'exprimer ses aspirations. Les limites de cette liberté doivent correspondre, avant tout, à celles que sa propre conscience lui ordonne d'observer, par respect à sa profession et par dévotion à l'intérêt général ». Mais quand l'intérêt général diffère radicalement de l'intérêt d'un petit nombre de citoyens en uniforme, la « propre conscience » du journaliste risque fort de se retrouver derrière les barreaux d'une prison. Rodolfo Walsh, Hector Demarchi et tant d'autres disparus en Argentine, sauront-ils un jour le prix qu'ils viennent de recevoir ?

■ Eric Domergue

1. Selon l'Union des Journalistes Argentins Résidant en France (UPARF), 24 journalistes assassinés, 55 emprisonnés et 52 disparus depuis le coup d'État de mars 1976.

entretien avec Raul Ruiz

Raul Ruiz : « En Amérique Latine, l'art se conçoit seulement comme une activité au service d'une cause. Je revendique mon droit au plaisir de créer. ».

Raul Ruiz est un cinéaste discret ; sans doute, le plus personnel, le plus original de sa génération de metteurs en scène. Contrairement à quelques-uns de ses compatriotes, il ne consacre pas son exil à la tâche macabre de répétition incessante du martyr de son peuple. Sa douleur s'exprime d'une autre manière. Il met en jeu toute sa culture dans une confrontation rhétorique avec les codes culturels de l'eurocentrisme. Cinéaste secret (la plupart de ses films ne sont pas projetés dans les salles, car ils sont considérés comme difficiles), Raul Ruiz est cependant l'un des auteurs les plus appréciés de la meilleure critique européenne (les Cahiers du Cinéma lui ont consacré un numéro spécial) ; il est aussi l'un des metteurs en scène fétiches de l'INA, laboratoire de recherches esthé-

tiques qui, en peu d'années, est devenu le producteur le plus osé, le plus perspicace de France.

Le cinéma de Raul Ruiz a le vertige des jeux rhétoriques ; ses images mettent à profit les tromperies des apparences et les illusions de la présentation pour construire une série de syllogismes visuels faussement logiques qui dessinent quelque chose d'étrange qui serait le marxisme vu par un cubiste.

Nourri de littérature anglo-saxonne, passionné de Kafka et Wittgenstein, lecteur fervent de Klossowski et de Joyce, Raul Ruiz (qui fut l'un des cinéastes officiels du Parti Socialiste Chilien) évoque dans cette conversation la guerre des médias pendant l'Unité Populaire, le caractère de « simulacre politique » qu'eut cette période ; il réfléchit sur l'articulation cinéma/politique et décrit la réalité (dans un certain sens excitante) de l'exil d'un intellectuel.

Ignacio Ramonet

— Quelles difficultés de création a un artiste en exil ?

— Je me souviens d'une phrase de Brecht : « *les exilés sont les maîtres de la dialectique* ». J'avais toujours pensé que je serais incapable de tourner un film hors du Chili, pour la quantité de codes spécifiques, fermés que j'utilisais dans mes films pleins d'allusions incompréhensibles pour les non-Chiliens. En refusant l'impérialisme culturel sous toutes ses formes, je n'avais pas de « langage universel ». En Europe, j'ai découvert l'importance de la rhétorique comme mécanisme de communication ; et tout ce que j'ai tourné ici manifeste le contact entre les manières de penser latino-américaines et la réalité européenne. Dans *Dialogue de réfugiés*, j'ai ironisé sur les réfugiés chiliens qui avaient pris au sérieux une espèce d'industrie : se plaindre et pleurer

sur leur propre sort. Dans mes films suivants, je me suis interrogé sur les rapports et les malentendus entre ce qui se voit et ce qui se dit ; et aussi, sur la force et la faiblesse de toute institution. Cette dernière préoccupation me semble aujourd'hui au centre de mon œuvre. Surtout, si l'on pense aux querelles des partis politiques qui, dans une certaine mesure, rappellent celles de l'Église. Dans mon film *La vocation suspendue*, j'ai réfléchi sur une phrase de Saint-Augustin, ou de Staline : « *Dans une citadelle assiégée, toute dissidence est trahison* »... et à son corollaire immédiat : « *Pour subsister, toute institution doit se mettre en situation de citadelle assiégée* ». La représentation de cette organisation paranoïaque est mon actuelle préoccupation.

— Comment expliques-tu que ton cinéma apparaisse comme étant moins « poli-

tique » que, par exemple, celui de Miguel Littin ou celui de Helvio Soto ?

— Jusqu'à présent, nous avons peu d'exemples de cinéma politique. D'une part, il y a une sorte de cinéma marginal, de cinéma militant à l'état embryonnaire et, d'autre part, le cinéma d'État.

Le cinéma marginal s'est fait à partir de films comme *La hora de los hornos* (l'heure des brasiers) qui se proposait simultanément l'activisme et l'approfondissement d'une recherche.

Le plus grand représentant du cinéma commercial est Costa Gravas qui utilise les éléments du grand cinéma industriel et essaie de les inverser.

Je n'ai d'estime pour aucun de ces deux cinéastes, car aucun film de gauche nous a appris quelque chose sur l'ennemi ; par contre, ils ont appris à l'ennemi à mieux connaître le fonctionnement de la

gauche. Cette accusation, je la ferais à tout le cinéma latino-américain, y compris certains de mes films.

Il faut dire qu'en Amérique Latine, tout artiste remplit en même temps la fonction d'intellectuel ; il réfléchit sur son moyen d'expression. Par conséquent, l'art se conçoit seulement comme une activité au service d'une cause, directement articulée sur « le social ». Il y a une attitude très répressive, très catholique par rapport au plaisir de la création, dans la création. Chaque fois qu'il ressent du plaisir, l'artiste latino-américain se sent mal et il cherche à justifier ce plaisir en lui trouvant un résultat positif pour la société. Personnellement, je considère que la relation entre la création et le monde social n'est pas une relation mécanique, elle est beaucoup plus complexe. Je revendique mon droit à ressentir le plaisir. Ce plaisir de faire du cinéma, je le trouve à divers niveaux : d'abord, dans le plaisir infantile de jouer au train électrique, d'utiliser la technologie complexe du cinéma ; ensuite, le fait de créer des situations, des complexités entre tous ceux qui travaillent sur le tournage. C'est un plaisir double de manipulation contradictoire. D'où le fait que presque tous mes films aient plus de succès parmi les personnes qui y travaillent que parmi le public.

— Dans quelle mesure le triomphe électoral de l'Unité Populaire a obligé à re-

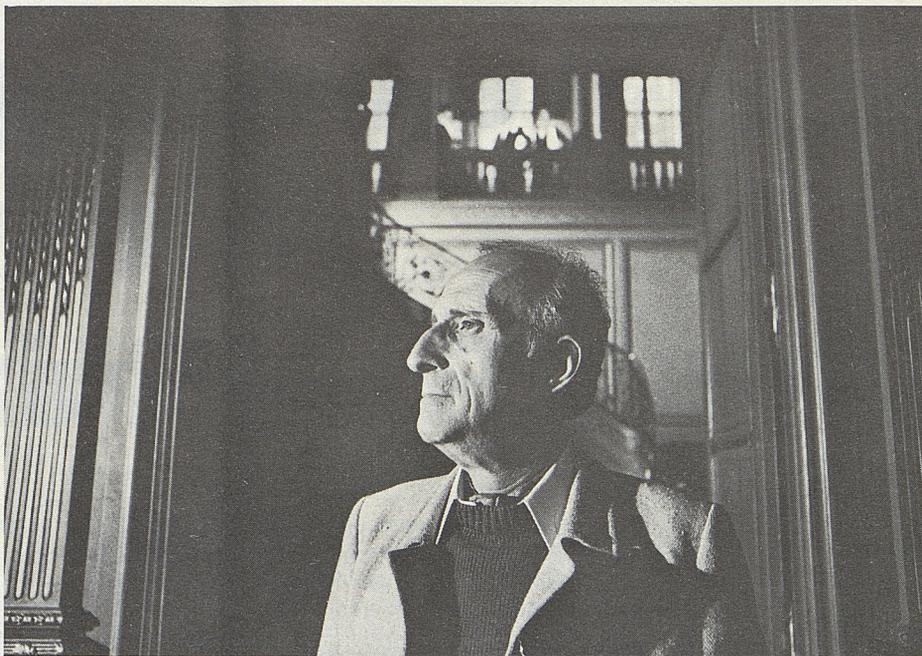
FILMOGRAPHIE

Au Chili.

Tres tristes tigres. 1968 (long métrage).
La Colonia penal. 1970 (long métrage).
Nadie dijo nada. 1971 (long métrage).
Ahora te vamos a llamar hermano. 1971 (court métrage).
La expropiación. 1972 (long métrage).
El realismo socialista. 1972 (long métr.).
Palomita blanca. 1972 (long métrage).
Abastecimiento. 1973 (court métrage).
Quelques courts métrages pour la télévision.

A l'étranger.

Dialogo de exiliados. 1974 (long métr.).
El cuerpo repartido y el mundo al revés. 1975 (long métrage).
Sotelo. 1976 (court métrage : 15 mn).
La vocation suspendue. 1976-77 (long métrage).
Colloque de chiens. 1977 (court métrage : 35 mn).
L'hypothèse du tableau volé. 1977-78 (long métrage).
Des grands événements et des gens ordinaires. 1978 (long métrage).
Les divisions de la nature. 1978 (court métrage : 30 mn).



« L'hypothèse du tableau volé »

penser le problème de la création artistique ?

— Il y a eu une espèce d'hypertrophie de la politique à ce moment-là, un désir généralisé d'intervenir directement dans la politique, de tout prendre en charge : les peintres, les poètes, les gens de théâtre ont commencé à se poser les problèmes d'intervention politique immédiate. Des centres culturels se sont créés dans les usines, dans les quartiers, à la campagne, etc. On présentait des œuvres écrites « sur le terrain » par les acteurs eux-mêmes... La nouveauté essentielle était l'intervention. Toute création était pensée en fonction de sa capacité d'intervention. Toute cette fièvre m'intéressait beaucoup car je voyais ce qu'elle avait de théâtral, d'artificiel ; il me semblait assister à un simulacre de révolution où chacun interprétait le rôle qu'il croyait le plus adéquat en fonction d'un modèle pré-existant.

A cette époque, tout le monde lisait les livres de la révolution soviétique ; par exemple, *Les dix jours qui firent trembler le monde* de John Reed se lisait comme un scénario pour comprendre la réalité chilienne, pour savoir à quelle étape nous nous trouvions, ce qui allait nous arriver, etc. Chacun cherchait dans ce scénario le rôle qui lui plaisait le plus. Cela me rappelait un livre d'Ernst Toeller *Jeunesse en Allemagne*, dans lequel il raconte comment les conseils ouvriers de Berlin dans les années vingt ressemblaient aussi à un simulacre. Il raconte que les intellectuels qui avaient été en Union Soviétique venaient et disaient : « Non, ce n'est pas comme cela, en URSS

c'est différent ». Ils critiquaient le mouvement ouvrier comme on critique une œuvre de théâtre. Au Chili il se passait la même chose, et pas seulement dans les secteurs intellectuels. J'ai fait un documentaire sur les secteurs ouvriers, et l'aspect simulacre était encore plus évident : tout le monde était en représentation.

Nous mêmes ne voyions pas la spécificité de ce qui se passait au Chili, en tant que processus révolutionnaire. L'on voit maintenant, avec le recul, l'intérêt de ce type d'expérience ; je comprends pourquoi cela s'était converti en paradis des « gauchistes » européens qui trouvaient là de nouvelles options. Et je comprends aussi le malaise des gens des pays de l'Est. Je me souviens que le Parti Communiste avait fait un film sur la Société Interaméricaine de Presse dans lequel on accusait directement l'impérialisme américain et Nixon..

C'était un film agressif d'intervention politique. Les Soviétiques venus pour acheter des films chiliens ont dit : « Non, pas celui-ci, parce qu'il parle mal de Nixon » ; les communistes chiliens se sont étonnés et on dit : « Mais comment ? Nixon est notre ennemi principal, nous sommes en guerre contre les États-Unis ». Les Soviétiques ont regardé, ont souri et ont dit : « Ah ! Vous êtes en guerre contre les États-Unis ? Eh bien, vous allez la perdre ! » Cette ironie était très douloureuse, mais il faut reconnaître que nous avions une conception erronée de la guerre. Nous ne savions pas ce qu'était une guerre. Nous la déclarions tous les jours, mais lorsqu'elle a réelle-

ment eu lieu, nous l'avons tout de suite perdue. Il faut voir que la gauche chilienne n'a jamais cherché l'affrontement ; elle préférerait « faire la révolution » que vaincre la droite.

– Sur le front des « media », comment a eu lieu l'affrontement avec les productions de droite ?

– C'est un problème assez délicat. Je me suis rendu compte que je ne suis pas capable de faire un film amusant pour tous les Chiliens. Pour le Chilien moyen, ce sont des films ennuyeux. Et, tous les cinéastes de gauche ont ressenti la même chose. Nous étions incapables de répondre aux désirs de la population. Les gens nous disaient : « *ce que vous faites est ennuyeux, on ne comprend pas, etc.* ». Pour lutter sur le terrain des communications de masses, il faut savoir que ce ne sont pas forcément les intellectuels qui ont les idées les plus claires sur un plan idéologique, qui sont les plus populaires ; même si leurs productions sont politiquement justes, ce ne sont pas forcément celles qui peuvent le mieux s'opposer aux productions massives, faciles, séductrices de l'impérialisme.

L'impérialisme au Chili a mis à profit notre incapacité. Il a employé la mé-

thode utilisée par les Russes contre Napoléon : ils l'ont laissé s'embourber tranquillement dans l'immensité russe en sachant que cela le perdrait. De même, les Nord-américains n'envoyèrent pas de films, ne firent rien de nos productions et bloquèrent certains films comme *Le Parrain* que tout le monde attendait avec impatience. Ils n'auraient vendu ces superproductions à aucun prix, mais, parallèlement, ils menèrent une incroyable campagne pour donner envie de les voir. Et le public, frustré, mettait cette situation sur le compte de la politique de l'Unité Populaire.

Nous autres, les cinéastes chiliens, étions en réalité, incapables de substituer les produits américains. Nous avions le problème fondamental de tout cinéma du Tiers-Monde qui est à la fois un cinéma d'avant-garde (il réinvente tous les procédés du cinéma dominant) et un cinéma de fondation (il propose pour la première fois des images de notre réalité). Cela choque lorsque, depuis petit, on a l'habitude que tout arrive à Paris, Londres, New-York ou Rome, etc. dans des espèces de sanctuaire. Le prix d'être un cinéma d'avant-garde, de fondation, est de se séparer complètement du public ; prix qui n'est pas trop élevé si l'on consi-

dère que l'on montre les premières images d'un pays.

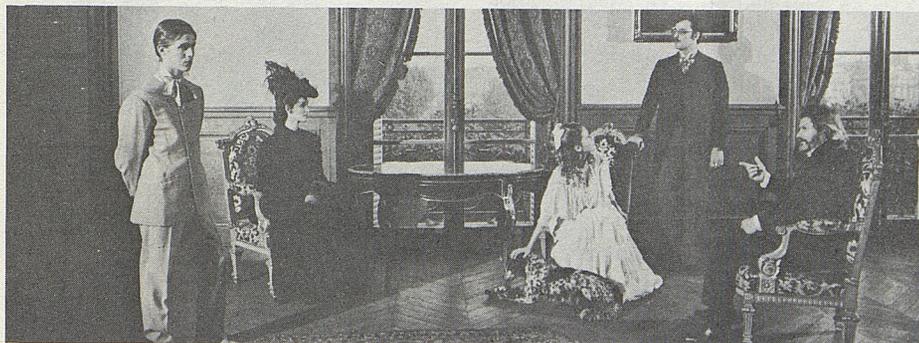
– L'Unité Populaire fixa une ligne politique aux artistes chiliens de gauche ?

– Si j'avais dû faire attention à toutes les instructions politiques que l'on me donnait, je n'aurais rien fait, car elles étaient parfaitement contradictoires. Pour parler en termes léninistes (cela ne me plaît pas, mais enfin...), on me changeait mon « ennemi principal » toutes les deux minutes : d'abord, c'était la petite bourgeoisie, ensuite l'impérialisme, puis la droite traditionnelle, les syndicats de droite, etc. Évidemment, jamais les militaires. Même au plus haut niveau, il y avait une méconnaissance de la théorie politique marxiste, bien que la majorité des politiciens se disaient marxistes. Ils croyaient l'être, mais, en réalité, il y avait abus d'un vocabulaire que personne ne possédait bien et cela créait une grande confusion.

J'ai essayé dans mes films (j'en ai tourné six pendant l'Unité Populaire) de montrer cet aspect fallacieux de simulation de la politique chilienne. Dans *Le réalisme socialiste* par exemple, j'ai filmé une brigade d'intellectuels du Parti Socialiste qui commencent à se sentir appelés par la révolution ; mais, en même temps, l'État s'hypertrophie et a besoin de cadres. Donc, ces gens qui se sentent appelés par la révolution, ne font, en réalité, rien d'autre que d'occuper des postes dans un État qui s'étend.

Dans mes films de cette époque, j'ai toujours essayé de montrer la quantité de contradictions et de paradoxes auxquels pouvait mener la mise en application d'une ligne politique. J'étais dans la ligne politique de l'Unité Populaire et, à l'intérieur de celle-ci, dans une ligne que l'on pourrait qualifier d'extrême-gauche ; je me posais le problème des contradictions de l'U.P. et celui des contradictions de l'extrême-gauche. Par exemple, j'essayais de réfléchir sur le paradoxe de Lautaro. Lautaro était un leader indien qui fut enlevé par les conquérants espagnols. Ces derniers l'élevèrent. Lautaro en profite pour observer comment les Espagnols font la guerre. Puis il arrive à s'échapper et enseigne à ses compagnons indiens la tactique des Espagnols. Il les vainc et, en les vainquant, il ne se rend pas compte qu'il a été lui-même vaincu, de façon beaucoup plus profonde par cette machine de guerre de laquelle, maintenant, il dépend. Pour détruire le pouvoir il lui faut un autre pouvoir, de même force, et ce nouveau pouvoir possède des mécanismes d'oppression aussi violents que le précédent.

Propos recueillis par
Ignacio Ramonet



« L'hypothèse du tableau volé »

L'hypothèse du tableau volé

(mention au Festival International de Cinéma de Paris. 1978)

Comme j'avais travaillé avec Pierre Klossowski, j'ai eu l'idée de faire une sorte de documentaire sur son œuvre. J'ai essayé de faire une fiction sur une théorie. Plusieurs idées me sont venues à l'esprit : une certaine rhétorique d'interprétation d'un intellectuel français moyen, la rhétorique visuelle « pompier », les résultats de visites au Musée Grévin.. Ensuite, j'ai mélangé avec des thèmes de Pierre Klossowski. Ces thèmes apparaissent à travers les interprétations des tableaux d'un peintre : Tonnerre (peintre inventé par Klossowski. Pour le film, j'ai fait peindre les tableaux par un peintre chinois). C'est un film qui

a la forme d'une visite guidée par un collectionneur qui démontre que ces tableaux mis en scène comme « tableaux vivants » révèlent une énigme. C'est un thème qui m'intéresse, à l'intérieur même de Klossowski, remettre en question l'idée d'énigme. Ce thème est propre au baroque : l'énigme qui mène à l'énigme... le conte à l'intérieur du conte. Les mécanismes du cercle vicieux du Quichotte. Tout ceci me permet de jouer avec une chose qui m'intéresse sur les idées de représentation et d'interprétation d'une représentation : qu'est-ce que l'on dit de quelque chose que l'on peut voir et qu'est-ce qui se passe quand nous le voyons directement.

Raul Ruiz.

CINEMA

Cinediff

L'Association Cinediff informe les lecteurs de *Urgent Amérique Latine* qu'elle tient à la disposition des organisations intéressées le film **Chili d'hier... Questions d'aujourd'hui**, film entièrement réalisé par des militants, à partir de documents originaux inédits.

Il a été conçu avec un double objectif :

— Témoigner de l'expérience chilienne et essayer de saisir la signification du processus de l'Unité Populaire à partir de témoignages, de situations filmées, en s'appuyant sur des discours et interviews des principaux leaders politiques d'alors.
— Sensibiliser le spectateur sur les causes de l'échec du processus à partir de la réalité politique et sociale du moment et provoquer ainsi une réflexion sur la conduite du mouvement révolutionnaire chilien. Réflexion qui reste d'actualité dans les pays où se pose encore le problème de la transformation sociale et

politique de la société.

Ce film ne se veut pas un réquisitoire. Il permet par son contenu de canaliser l'attention sur les questions principales qui ont divisé la gauche chilienne, et par sa durée moyenne (45 mn), de laisser une large place au débat.

Ce document s'inscrit dans la perspective d'une information différente sur les problèmes de l'Amérique Latine, et, tout comme dans la presse écrite, ces initiatives ont besoin d'être soutenues. Cinediff prépare un montage audiovisuel sur le Chili de 1978. Pour que l'information non officielle vive, nous vous appelons à soutenir l'association, soit directement par chèque à l'ordre de Cinediff, soit en favorisant la diffusion de ses réalisations. Une plaquette plus complète sur le film peut être envoyée sur simple demande à :

Association CINEDIFF Les Saules V2B
76380 - Canteleu.

Participation aux frais du film (16 mm couleur, son optique) : 250 F par séance.

● Du 15 novembre au 16 décembre, l'Hôtel de Ville de Bobigny est le cadre d'une exposition du peintre **Guillermo Nunez**. Exposition de 10 h à 19 h et le dimanche de 14 à 19 h.

Hôtel de Ville de Bobigny, Avenue Salvador Allende - 93000 Bobigny.
Tél. : 830.11.72.



Sur les écrans

● Le film de Anne Bramard-Blagny, **Singulier Pérou**, sera projeté les 6, 7 et 9 décembre à Lyon, salle Rameau.

● Au cinéma **La Fourmi**, rue Pierre Cor-

neille, Lyon 3ème, projection du film **Xica da Silva** de Carlos Diegues. Musique de Jorge Ben. Diegues fut avec Glauber Rocha le maître du « nouveau cinéma » brésilien.

PEINTURE

● Du 9 au 4 décembre, le peintre chilien **Carlos Solano** exposera ses dessins, collages et sérigraphies à Rotterdam. Licencié des Arts Décoratifs de la Faculté des Beaux-Arts de l'Université du Chili, Carlos Solano réalise très vite des peintures murales dans les collectifs d'animation politique. Il obtient divers prix au Chili. Puis, à partir de 1974, il est chargé de cours en Arts Plastiques à l'Université de Paris I. Il réalise des fresques murales à Rotterdam, Grenoble et dans la région parisienne.

Galerie Salvador Allende Wijkhaven 23 - Rotterdam - Pays-Bas.

cours d'espagnol

La revue organise à l'intention de ses lecteurs de Paris des cours d'espagnol. Pour tout renseignement, téléphoner à la rédaction.



Alfonso Domínguez, « au fond de la cour »

Hasta el 2 de diciembre continua la exposición de pintura — 31 cuadros, entre óleos y washes — de Alfonso Domínguez en la Galería « Au Fond de la Cour », 40, rue du Dragon, París 6e.

El pintor, nacido en México en 1930, es un autodidacta que luego de haber realizado exposiciones en los principales centros culturales del mundo, por primera vez muestra sus obras en París. Plenos de

humor ingénuo, sus washes giran en torno a la mujer encantadora de hombres y animales.

Su pintura es el fruto de un país alucinado : México. Dejemos entonces que Alejandro Jorodowsky, mimo y cineasta enamorado de ese país, nos de su impresión sobre la obra de Alfonso Domínguez.

Carmen Gloria Dunnage



La pintura de Domínguez no es México. Pero México es toda la pintura de Domínguez.

Cómo podría en dos o tres frases sueltas expresar en letras de un alfabeto no sagrado la profunda complejidad de una pintura como la de Domínguez, donde espacio y tiempo y alma se entremezclan en una danza que es puro fruto de un país alucinado ?

La llave de oro y la llave de plata para entrar en el ser de México : hongo sagrado y peyotl.

Estallido del ESPACIO : el aquí se hace frontera creciente del Universo, de los mundos paralelos, del totem animal que devora

que nos abre el abdomen y extrae de nuestro hígado un demonio de cera negra ; quién no ha aspirado con llanto legendario al aroma real de esas tierras rojas con moléculas incrustadas de geroglíficos antiluvianos ; quién no se ha parado en medio de un mercado con el sexo respetuosamente en erección viendo la piel immaculada de esas indias que no saben nada más que el nombre verdadero de Dios... no puede sentir la complejidad auténticamente mexicana de un pintor por cuya mano pasa el mensaje multidimensional de una tierra sagrada y maldita.

Alejandro Jorodowsky

Le Trip

Voyage halluciné à l'intérieur de lui-même et de son pays. Un homme, parti il y a fort longtemps pour l'Europe, revient dans son village, quelque part en Amérique Latine, à la recherche de l'assassin de son père.

Trois femmes sont présentes, aux rôles de Parques : filant, dévidant puis coupant le fil de la vie.

Nous remonterons le fil continental du temps, jusqu'à la doctrine de Monroe (1823) ; et aussi, le fil humain du temps : « la deuxième fois qu'un homme revient dans le ventre d'une femme c'est pour... Mourir ? ».

L'intervention américaine se promène sur la scène sous forme de deux soldats vêtus d'uniforme de camouflage : l'un noir (symbole de la récupération d'une protestation), l'autre blond et rose.. qui donnent des coups de pieds aux guerilleros qui sont sur scène, chaque fois qu'ils protestent.

La mutilation de l'Amérique Latine est parfois un peu caricaturale, et le jeu des acteurs a du mal à dynamiser la pièce.

Arnaldo Calveyra, l'auteur, est né en Argentine et vit en France depuis 1962.



Nicolas Treutt

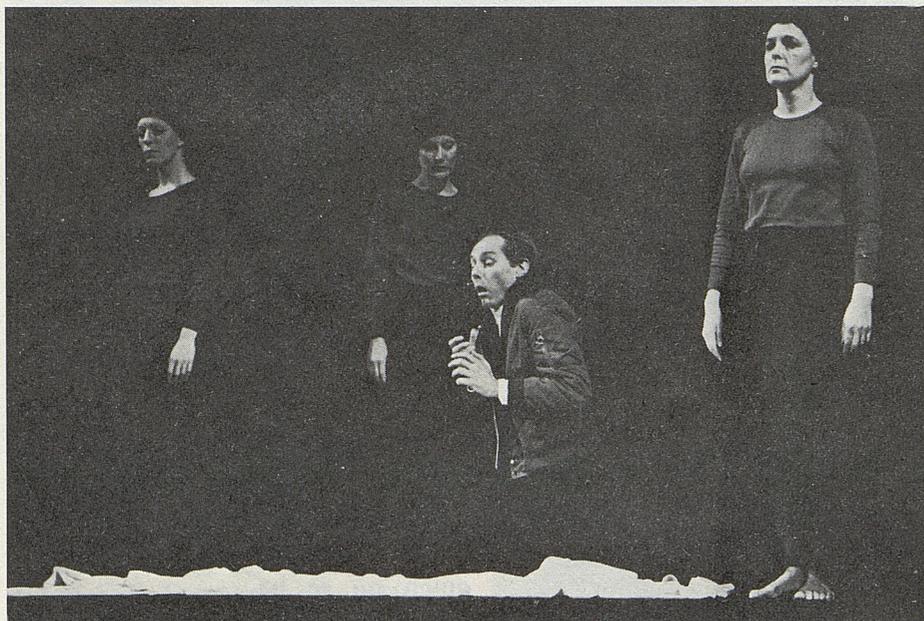
Latin American trip

C'est la première fois qu'il est joué en France.

Catherine Bastard

Latin American Trip. Mise en scène : Jean

Bollery. Décors et costumes : José Quiroga. Grand Théâtre de la Cité Internationale Universitaire, 21, bd. Jourdan - 75014 Paris. Tél. 589 38-69.



Maria Maria

• Et toujours **Maria Maria** jusqu'au 24 décembre à 20 h 30 en alternance (téléphoner au théâtre). Spectacle brésilien de théâtre dansé, du groupe Corpo originaire de Belo Horizonte, État du Minas Gerais.

Quatorze tableaux liés en un acte représentent l'histoire de la vie, de la souffrance et de la mort d'une femme

noire, en lutte constante avec les conditions d'une existence pauvre et d'une vie d'esclave sans perspectives.

Oscar Araiz a élaboré la chorégraphie et a mis en scène ce spectacle et Milton de Nascimento en a écrit la musique, avec Fernando Brant pour les paroles.

Théâtre de la Ville. Place du Châtelet, 75004 Paris. Tél. 274.11.24.

• **Les peines de cœur d'une chatte anglaise**, tiré, par Geneviève Serreau, d'une nouvelle de Balzac et mis en scène par le groupe Tsé. Fondé par Alfredo Rodriguez Arias, Marucha et Facondo Bo, tous originaires d'Argentine et travaillant en France depuis plusieurs années, qui reprennent au Théâtre Montparnasse leur succès.

Théâtre Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, 75014 Paris. Tél. 320.89.90.

• Au théâtre Essaion-Valverde, représentation du **Chant Général** de Pablo Neruda. Traduction de Claude Couffon. Interprétation et mise en scène de Marc Normant. Musique de Paul Aim, Cristina Delume et Albert Lahaiani.

Théâtre Essaion-Valverde, 6, rue Pierre au Lard, 75004 Paris. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. 278.46.42.

CONCERT

Le flûtiste **Uña Ramos** donnera un concert le 21 décembre à 21 heures au Théâtre du 8ème à Lyon, 8, avenue Jean Mermoz.

CONCERTS

karaxu

23-24-25 novembre — Suisse : Récital à Genève au Café-Théâtre Grütly.

2-3 décembre — Portugal : Participation au festival organisé par le journal « La Voz do Povo » en solidarité

avec la presse démocratique.

du 14 au 18 décembre : tournée au Danemark.

22 décembre — Lyon : Présentation pour l'inauguration de la « Librairie chilienne » et de la Pena.

COMMUNIQUES

Le Groupe des Épouses, Enfants et Amis des Paysans détenus au Paraguay, de Lausanne, nous a fait parvenir le communiqué suivant :

« Les personnes suivantes, paysans détenus politiques, ont commencé une grève de la faim le 11 août 1978, à Asucion Paraguay pour protester contre leur détention et les tortures qu'ils ont subies de la main de la police et de l'armée. Leur mouvement, qui se poursuit sous d'autres formes de protestation, a besoin de votre solidarité.

Dans la prison d'Emoboscada se trouvent : Sergio Espinoza, Juan Antenor Fernandez, Juvencio Blanco, Gumerindo Britez, Constantino, Llarion, Sindulfo et Heliodoro coronel : Juan Leguizamón, Domingo Rolon, Santiago et Melchor Rolon, Euclides Acevedo, Regino Ibarra, Nelsio Stump, Eduardo Bogado, Idalida Gaona (14 ans d'emprisonnement), Emilio Barreto (depuis quatre ans en prison).

Au Centre de police se trouvent

emprisonnés : José Gil (père de 9 enfants) Carlos Brana et Otto Gunter.

Tous ces prisonniers ont en moyenne trois ans de détention. Leur vie est en jeu. Aidez-nous à les sauver ! Protestez en envoyant des télégrammes ou des lettres adressés à toutes les ambassades de vos pays de résidence, ou en les adressant directement au président Alfredo Stroessner, Palacio de Gobierno, Asuncion Paraguay. »

Signé : Épouses, enfants et amis des paysans détenus. Lausanne, novembre 1978.

Où sont-ils ?

C'est sur cette angoissante question que l'Association des Parents d'Uruguayens Disparus organise le 22 novembre à 20 h 30 au Grand Amphithéâtre de la Sorbonne, une soirée-débat. Y participeront les groupes Los Olimareños, Tiempo Argentino, Angel Parra et l'écrivain Eduardo Galeano.

DISQUES

● La chatoyance de l'immense talent de Madame Rinaldi sur disque. Violence, tendresse, voix rauque ou soyeuse, elle est bien là. Enregistrés au Théâtre Odéon de Buenos Aires en août 1977, les tangos classiques de Discepolo, Castillo, Gardel, Manzi et Troilo se mêlent aux créations plus récentes de Eladia Blasquez, magnifiques. On peut regretter les applaudissements un peu longs, la preuve du talent de Susana Rinaldi n'étant plus à faire. Les musiciens, tous argentins, sont excellents.

Barclay 900. 560.

● Un disque enregistré en 1970 par Victor Jara où sont présents divers thèmes du folklore continental : un « corrido » mexicain de la révolution, des airs du Pérou, de la Bolivie. Mais c'est le Chili bien sûr qui est le plus présent dans cet enregistrement qui avait été réalisé en compagnie d'Inti Illimani et de Patricio Castillo.

La voix tendre et chaleureuse de Victor Jara est là...

Escargot 373

NOUS AVONS REÇU AU JOURNAL

● Amnesty International a demandé à M. Fernando Romeo Lucas Garcia, Président du Guatemala, d'assurer la protection de 38 Guatémaltèques menacés d'exécution par l'Armée Secrète Anticomuniste. Celle-ci a publié dans la presse les noms de 38 personnes en annonçant qu'elles ont été « jugées et condamnées à mort » en raison de leurs opinions politiques et elles seront exécutées.

Depuis 1966, plus de 20.000 Guatémaltèques ont été tués par ces groupes para-militaires, constitués à l'origine pour s'opposer aux guerrilleros d'extrême-gauche et qui, depuis, jouissent d'une totale impunité.

● Le Comité Contre la Répression en Amérique Latine organise une campagne pour Flavio Koutzii, économiste brésilien résidant en Argentine et arrêté en mai 1975 à Buenos-Aires. Transféré au pénitencier de Rawson en septembre 1978, il est isolé dans sa cellule. Son état de santé est très préoccupant.

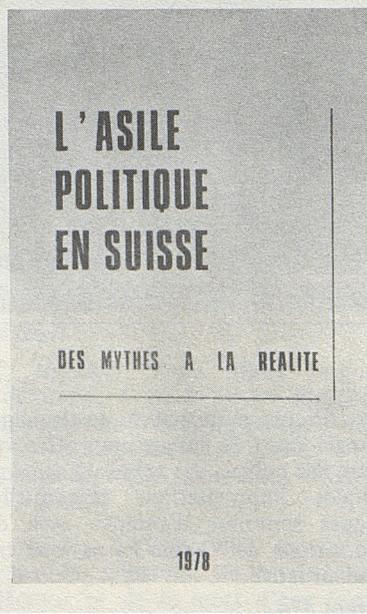
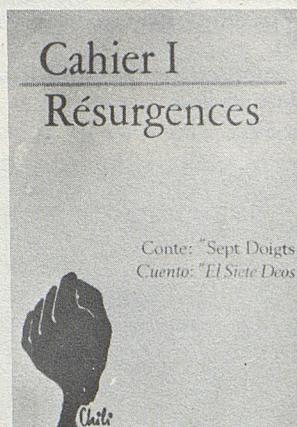
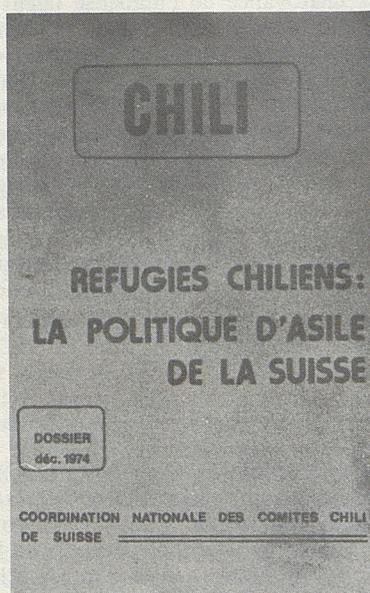
Des textes de la pétition peuvent être obtenus au Comité afin de les envoyer à l'ambassade du Brésil.

Comité Contre la Répression en Amérique Latine, Hôtel des Sociétés, 7, rue du Docteur Chaussier, 21000 Dijon.



● Un disque entièrement instrumental de Angel Parra. Sa guitare nous offre tour à tour des polkas, des valse, des cuecas. Quelques improvisations personnelles, quelques souvenirs d'enfance avec des compositions de Violeta Parra. Une très bonne initiative.

Escargot 374.



Suisse

Les publications, en ce qui concerne la Suisse Romande se portent bien. On remarque notamment l'étude sur la nouvelle politique d'asile en Suisse qui a été préparée et publiée par le *Centre Social Protestant de Genève*. La brochure fait d'abord une analyse sur ce qui a été la politique d'asile en Suisse, surtout à partir de 1973, date où a commencé l'exil massif latino-américain. Dans la deuxième partie, la brochure met en garde l'opinion publique sur les mesures restrictives de l'actuel projet de loi qu'est en train de faire adopter le Conseil Fédéral. D'un fort intérêt pour les réfugiés latino-américains, nous recommandons sa lecture et sa diffusion. Disponible dans toutes les librairies habituelles.

Résurgences est le premier cahier de contes publié en Suisse, écrit et préparé au Chili sous Pinochet, à partir du premier concours national de culture populaire organisé au Chili par la Coordination de Travailleurs au chômage. Sa lecture nous montre que la culture chilienne n'est pas morte, et que le récit revient avec plus de force et d'espoir que jamais. Disponible dans toutes les librairies habituelles.

■ A.D.

Façons de perdre. Julio Cortazar. Traduit de l'espagnol par Laure Guide-Bataillon. Ed. Gallimard. Paris, 1978. 192 p. 30 F.

• Quatorze nouvelles de Mario Benedetti écrites depuis l'exil, mais surtout de l'intérieur d'un pays que ravagent les prisons, les militaires, les tortures, l'exode, le mensonge, l'absence. La mémoire de Benedetti, mémoire-présence, mémoire du quotidien, traverse les villages, les couples, les poètes et les militants, les bouches muettes sous l'interrogatoire, la solitude des cellules.

Mario Benedetti est né en 1920 à Paso de los Toros en Uruguay. Poète, romancier, journaliste, essayiste, il est considéré comme l'un des écrivains les plus importants de l'Amérique Latine.

Avec et sans nostalgie. Mario Benedetti. Traduit de l'espagnol par Annie Morvan avec quinze dessins d'Anhele Hernandez. Ed. Maspéro. Col. Voix. Paris, 1978. 160 p. 30 F.

• **Le Livre de sable.** Jorge Luis Borges. Traduit par Françoise Marie Rosset. Ed. Gallimard. 152 p. 25 F.

• Getulio est un sergent de la police militaire. Il est chargé par un grand propriétaire terrien de conduire un prisonnier d'un village à l'autre pour le remettre à la justice. Nous sommes en 1950, en pleine campagne électorale de laquelle sortira vainqueur le candidat du Parti Travailleur Brésilien Getulio Vargas. Cette traversée du Sergipe, un État du Nord-est brésilien, est un soliloque hallucinant, indifférent à tout, même au contre-ordre qui devrait interrompre sa mission.

L'auteur est né en 1941 dans l'État de Bahia. Sergent Getulio, qui est le deuxième roman de Joao Ubaldo Ribeiro, fut publié en 1971 au Brésil où il obtint un grand succès. Il a reçu le prix Jabuti de l'Office brésilien du Livre.

Sergent Getulio. Joao Ubaldo Ribeiro. Traduit du brésilien et préfacé par Alice Raillard. Ed. Gallimard. Col. du Monde entier. 168 p. 35 F.

• Composé sur l'ordre de Don Antonio de Mendoza, premier vice-roi de la Nouvelle Espagne, pour être envoyé à l'Empereur Charles Quint, ce manuscrit a été réalisé par un « scribe-peintre » selon une technique pictographique indigène. Il devait permettre à l'Empereur de se faire une idée de l'histoire et des mœurs de ses colonies du Nouveau Monde.

Un prêtre espagnol qui connaissait la langue aztèque (le nauatl) fit les commentaires de ces glyphes d'après les explications des Aztèques eux-mêmes.

Le Codex Mendoza est d'autant plus précieux que nombre de monuments et d'écrits de l'époque furent détruits par les conquistadores espagnols.

Codex Mendoza, Manuscrit aztèque. Commentaires de Kurt Ross. Traduit par Dominique Bourne. Ed. Seghers. Paris, 1968. 124 p, 68 F. Entièrement illustré en couleurs.

Librairie-Centre

Le 30 novembre à 18 h 45, **Actualités de Porto Rico** à la Librairie-Centre. Présentation de la revue **Europe** dédiée entièrement à la culture de ce pays, par son directeur Pierre Gamarra.

M. Juan Martey, traducteur, présentera les récits de Carmelo Rodriguez Torres, **Vingt siècles après l'homicide**, paru chez les Editeurs Français Réunis.

Georges Londeix parlera de son livre **Tonio Bicicleta**, paru chez Belfond. Un débat suivra avec la participation de Claude Couffon et Olver Gilberto de Leon.

Librairie-Centre des Pays de Langues Espagnole et Portugaise, 16, rue des Écoles - 75005 Paris.

LIVRES

CODEX MENDOZA Manuscrit Aztèque



• « ... en tous cas, il n'y avait qu'un tunnel, obscur et solitaire : le mien ». C'est ainsi que Juan Pablo Castel, peintre de son état, ressent sa vie. Cette impossibilité à communiquer avec l'extérieur le conduira au meurtre.

Les Éditions du Seuil viennent de rééditer ce livre publié en Argentine en 1948, puis en 1953 en France.

Le Tunnel. Ernest Sabato. Traduit de l'espagnol par Michel Bibard. Ed. du Seuil. Paris, 1978. 137 p. 34 F.

Club International des Étudiants

J. et L. GASSMANN

6, rue de Saussure

1204 Genève tél. 29.55.45

Repas midi et soir à des prix modérés. (Bienvenue à tous)

RESTAURANT

CHEZ FÉLIX OU CHEZ JEAN-CLAUDE ?

Le Brésil avait jusqu'à présent été un peu délaissé dans *Urgent Amérique Latine*, du moins sur un plan gastronomique. Il est, en effet, assez difficile de trouver un restaurant brésilien qui ne soit pas relativement cher. Aussi, ce mois-ci, avons-nous décidé d'aller Chez Félix.

Des trois plus grandes passions brésiliennes : la politique, le football et la musique, vous laisserez la première au vestiaire, au rez-de-chaussée. Puis entreprenez très vite votre descente à la cave, le Saint des Saints de la musique brésilienne. A partir de 11 h 30 environ, les musiciens arrivent. Vous pourrez manger bien sûr un *Picadinho* (39 F), digne de ceux du Brésil, mais le charme de cette cave est de pouvoir écouter de la musique jusqu'à l'aube et, encore plus, d'y danser. Vous y rencontrerez des musiciens qui viennent de finir leur tournée avec Baden Powell ou Jorge Ben, des Brésiliens qui viennent prendre un verre de batida pour retrouver un peu leurs racines, et aussi des Français. Tout ce monde se mélange très bien.

Trois musiciens tiennent la scène, d'horizons très divers. L'un, Pedrinho, percussionniste, était footballeur au Brésil. Venu en Europe avec divers contrats, les choses se gâtent en arrivant en France. Pedrinho fait une parenthèse pour nous donner son opinion sur les managers d'équipes françaises : « *Ce sont des marchands de volailles, quand ça va, ils nous tordent le cou...* ». Mais d'avoir été au lycée avec Jorge Ben et d'avoir fréquenté des musiciens après les entraînements

lui ont servi. Il se met à jouer, et il y est toujours.

Le guitariste, lui, a toujours été musicien, ce qui finirait presque par sembler anormal ! Moins loquace que Pedrinho, Roberto parle avec sa guitare, et il chante aussi. Ils sont accompagnés tous les deux par un autre percussionniste qui était acteur de théâtre. Lorsqu'ils se reposent ce sont des disques ou des cassettes qui arrivent directement du Brésil.



L'ensorcellement de la musique brésilienne joue à plein et c'est à grande difficulté que vous trouverez le chemin de la sortie...

C.B.

Chez Félix, 23 rue Mouffetard, 75005 Paris. Tél. 707.68.78. Fermé le lundi.

Prochaine ouverture, le 24 novembre à Genève du
Rincon Latinoamericano

Le premier restaurant-pena de la ville

Musiques et spécialités culinaires d'Amérique Latine

Ouvert les vendredi et samedi à partir de 19 heures

EL RINCON LATINOAMERICANO, 6, rue de Saussure - Genève. Tél. 29.55.45

MANIFESTATIONS CULTURELLES

Du 20 novembre au 2 décembre la Maison des Jeunes et de la Culture de Rennes organise une animation ayant pour thème : **L'Amérique Latine : l'Art, expression d'un peuple.**

Trois expositions seront présentes tout au long de cette manifestation : **Peintures et Lithographies** de Guillermo Nunez. **Arpilleras** du Chili et **Caricatures humoristiques** de dessinateurs sud-américains.

Les 24, 25 et 26 novembre quatre films seront présentés au public : **La guerre des momies** ; **J'étais, je suis, je serai** et **Une minute d'obscurité ne nous aveugle pas** de W. Heynowski et G. Scheumann ainsi que **Cuba si** de Chris Marker.

Le 23 novembre Oscar Castro présentera en espagnol sa pièce **Casimiro Penasleta, prisonnier politique.**

La chanson sera présente également avec le groupe chilien **Trabunche** qui donnera une représentation le 29 novembre

et une matinée scolaire le 30 novembre à 14 h 30, et le groupe argentin **Cuarteto Cedron**, le 2 décembre.

Enfin, les débats s'échelonneront sur ces journées. Le 21 novembre à 20 h 45, **L'Art, expression des luttes du peuple chilien**, avec Guillermo Nunez. Le 22 à 20 h 45 : **Nicaragua, 40 années de dictature avec le dictateur le plus riche du monde.** Débat précédé de la projection du film **Nicaragua, pays opprimé** et animé par les membres du Comité de Solidarité avec le peuple du Nicaragua et des Nicaraguayens, organisé en collaboration avec le Cridev et le Cobrespall.

Le 1er décembre, toujours à 20 h 45, le dernier débat portera sur **La Nouvelle Chanson Chilienne** avec Julio Salas du groupe Trabunche.

Maison des Jeunes et de la Culture du Grand Cordel : rue Mirabeau, 35000 Rennes. Tél. 36.42.67.

Argentine :
le cancer des disparitions

entrevue avec le professeur Schwarzenberg

Du 5 au 12 octobre dernier avait lieu à Buenos Aires le congrès mondial de cancérologie. Sur 6.000 participants, les Argentins avaient annoncé un contingent national de 3.500 médecins. Sachant, pour mémoire, que la France ne compte que quelques centaines de cancérologues, il était permis de douter de la qualité de médecins d'une partie de la délégation argentine.

Dès le mois de mai, le professeur Léon Schwarzenberg lançait un appel aux cancérologues français (voir Urgent Amérique Latine n° 4) afin qu'ils posent comme condition de leur venue en Argentine le droit de voir les prisonniers membres du personnel de santé. Cet appel avait recueilli 2.500 signatures au mois de septembre, ce qui n'était pas si négligeable pour un corps dont le président du Conseil de l'Ordre, M. Lortat-Jacob, pen-

sait qu'il fallait s'alarmer mais ne pas participer au mouvement de protestation. Le Conseil de l'Ordre des Médecins est un conseil très discret sur les prises de position internationales. Il ne veut pas intervenir dans les affaires des autres pays, nous déclarait le professeur Schwarzenberg lors de notre entretien.

Lui, par contre, estimant qu'il faut « se mêler de ce qui ne nous regarde pas » participait, du 25 au 30 septembre dernier, à une mission internationale de santé, accompagné par MM. les professeurs Kaplan (États-Unis), Van Bekkum (Pays-Bas), Low Beer (Grande-Bretagne) et Maître Colette Auger du barreau de Paris.

Leur but était d'obtenir la libération de 185 membres du personnel de Santé argentin. Les autorités refusèrent de les recevoir, arguant de la présence du pro-

fesseur Kaplan au contre-congrès de cancérologie organisé à Paris les 5 et 6 octobre. Quant à M. Schwarzenberg, il était traité d'« ennemi de l'État ». Cet aimable qualificatif était dû à son appel aux cancérologues français et dont un extrait – adulteré – avait été publié dans la presse locale peu avant son arrivée.

A leur retour, les membres de cette mission organisaient une conférence de presse simultanée dans les quatre pays. Ils annonçaient qu'une demande d'*habeas corpus* avait été déposée pour les 185 personnes mentionnées ci-dessus. Au moment de notre entretien avec le professeur Schwarzenberg, aucune suite n'avait été donnée à ces demandes.

■ Catherine Bastard.

– Vous aviez dit, lors de votre conférence de presse, le 2 octobre dernier : Il faut se mêler de ce qui ne nous regarde pas ; vous aviez fait, à propos de l'Argentine, une comparaison avec les nazis, pendant la guerre, qui avaient choisi un groupe intégré à ceux qu'ils réprimaient pour les aider à mieux réprimer. Pourriez-vous développer ces deux points ?

Professeur Schwarzenberg : – Quand je dis qu'il faut se mêler de ce qui ne nous regarde pas, cela veut simplement dire que tout nous regarde, mais que les États s'arrangent pour créer autour d'eux des frontières, non seulement physiques, mais morales, interdisant à ceux qui n'appartiennent pas à l'État de se mêler de ce qui s'y passe. Le passeport n'est pas une condition pour devoir se mêler, ou non, des endroits où l'on risque de torturer des gens.

Les États policiers et tortionnaires s'arrangent toujours pour créer à l'intérieur de leurs sociétés une catégorie d'individus qui va les aider à réprimer. Cette catégorie d'individus est toujours la même, dans tous les États fascistes du monde, ce sont les prisonniers de droit commun. Ce sont les prisonniers de droit

commun qui, sous Hitler, dans les camps de concentration, jouaient le rôle de Kapos, c'est-à-dire d'encadrement des prisonniers politiques. Le véritable prolétariat torturé était constitué par les prisonniers politiques. En Argentine, ce sont les prisonniers de droit commun (qui ont tous été libérés) qui, aujourd'hui, font partie des milices qui arrêtent les gens dans des voitures sans plaques d'immatriculation, mais qui ont des relations avec la police.

– C'est à propos du congrès de cancérologie que vous vous êtes penché sur le sort de l'Argentine. Est-ce que vous envisagez à plus long terme des actions qui n'aient pas pour occasion ce type de réunion ?

Professeur Schwarzenberg : – Il me paraissait anormal qu'un médecin puisse se rendre dans un pays où l'on torturait les gens pour essayer de lutter contre la maladie, alors qu'il existe une forme de cancer encore plus grave, étant donné qu'il est infligé par des hommes. Quand vous avez la possibilité d'agir parce qu'il se passe quelque chose, il faut en profiter. Alors, il y a de belles âmes qui vous disent : pourquoi l'Argentine et pourquoi

pas l'URSS ? Et d'autres belles âmes qui vous disent : pourquoi l'URSS et pas l'Uruguay ? Ce sont les grands peseurs de l'injustice. Ils ont dans leur poche une balance d'une telle précision que, comme cela penche toujours plus d'un côté que de l'autre, finalement, ils décident de n'agir nulle part...

Quant aux actions à plus long terme, la seule chose à envisager est une action internationale. On est en train d'essayer de la mettre sur pied, de créer un comité international qui sera un comité le plus large possible, de façon à ce qu'il soit très représentatif. On est un peu inquiets de la faiblesse de nos gouvernements.

– En tant que médecin, pensez-vous que vous pouvez avoir une action plus spécifique sur les tortures ?

Professeur Schwarzenberg : – Le professeur Klotz, de Paris, a proposé de faire un nouveau code de déontologie, une espèce de nouveau code moral du médecin qui lui interdirait de participer, de si loin que ce soit, non seulement aux tortures, ce qui va de soi, mais même au contrôle des tortures.

Propos recueillis par
■ Catherine Bastard.

ACHETEZ CE POSTER

20 f l'unité (+ 5 F de port)

(60 x 80cm)



Cette photo est disponible en format carte-postale (14,5 x 10,5)

Prix unitaire : 3 F

La douzaine : 30 F

La centaine : 250 F (+8 F de port)

Pour toute commande :

Chèques ou virements à l'ordre de la Société de Publication France-Latine

8, rue Au Maire – 75003 Paris

ou

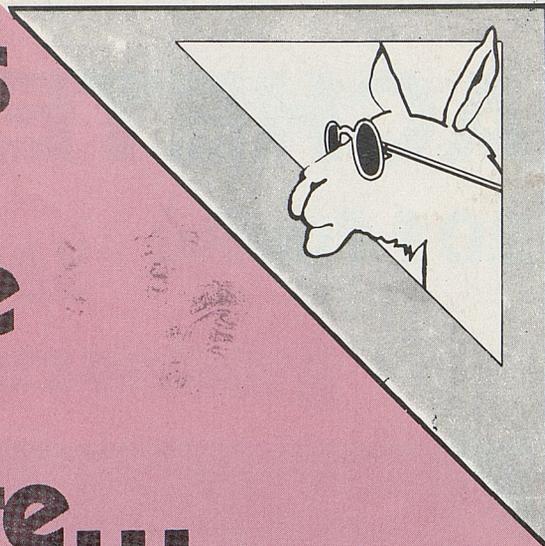
Case postale 7

1219 – Le Lignon / Genève – Suisse

CCP : 12-21777

uniclam voyages

faites nous
confiance
l'amérique
est
notre terre...



vols

pérou	2680 f
mexique	2350 f
bolivie	3400 f
vénézuela	2480 f
uruguay	4250 f

Possibilité de faire ces vols dans la direction
AMÉRIQUE / EUROPE

Circuit de 15 jours :

Pérou	: 4.950 F
Pérou-Bolivie	: 6.850 F
Mexique	: 5.945 F

63, rue Monsieur-le-Prince - 75006 Paris - tél. : 329.12.36

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
UNICLAM-VOYAGES

NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____

guides

Pérou	45 F	Guatemala	24 F
Brésil	39 F	Argentine	34 F
Bolivie	34 F	Colombie	34 F
		Machu Picchu	34 F